

VALLS ou CAZENEUVE

RÉGRESSION

C'EST LEUR

POLITIQUE

QU'IL FAUT

DÉGAGER !

RÉPRESSION



Dossier

TURQUIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Victoire à Notre-Dame-des-Landes

Page 2

PREMIER PLAN

Syrie: avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise

Page 2



ACTU SOCIALE

Particules fines. Pic de pollution ou pollution chronique: ne pas s'y habituer!

Page 8

LIBRE EXPRESSION

LuxLeaks: entretien avec Romain Deltour

Page 12



édito

Par SANDRA CORMIER
ET BERTRAND ACHEL

Victoire à Notre-Dame-des-Landes

Il n'aura donc fallu que trois jours après la démission de Valls pour que le gouvernement recule à nouveau à Notre-Dame-des-Landes... et finisse par prendre la porte! Une porte de sortie juridique, européenne et environnementale, avec en toile de fond une folle envie de refiler cette patate chaude à la droite, si celle-ci était élue. Pour nous, c'est une réelle victoire contre ce gouvernement qui n'aura pu imposer durant tout son quinquennat son projet d'aéroport. Il renonce donc à une évacuation de la Zad sans cesse différée, qu'il aura pourtant tenté de légitimer de toutes les manières possibles: commission d'enquête environnementale, stigmatisation médiatique des occupantEs, répression massive pour diviser les opposantEs, faux référendum populaire, mise au pas de la justice...

La raison de cette reculade majeure? Alors que le gouvernement misait sur un reflux du mouvement, les mobilisations de l'été et de l'automne ont démontré tout le contraire. Ce sont bien nos initiatives diverses, massives, unies et répétées, qui auront eu raison du pouvoir, et le gouvernement a mesuré que la résistance qui se prépare en cas de tentative d'évacuation est plus profonde encore. Cette résistance, ce n'est pas seulement celle des occupantEs de la Zad, mais aussi celles des petits agriculteurEs, des militantEs écologistes, des jeunes, des travailleurEs précarisés ou sans emploi, des syndicalistes, de toute une population, locale et bien au-delà, dont Notre-Dame-des-Landes cristallise les colères.

Le pari politique était donc trop risqué pour ce gouvernement, avec en mémoire l'évacuation ratée de 2012, la mort de Rémi Fraisse à Sivens, et la perspective d'un affrontement long et violent en période électorale. Risqué également parce que, pour limiter la casse électorale, le PS doit faire oublier à une partie de la gauche la violence antidémocratique et anti-écologique de la politique qu'il a mise en œuvre ces dernières années.

Le mouvement d'opposition a donc gagné une importante bataille du quinquennat Hollande... mais le projet n'est pas encore enterré, et nous devons continuer de tisser nos résistances, ici et ailleurs. Dans cette perspective, nous nous retrouverons, comme chaque été, les 8 et 9 juillet 2017 à Notre-Dame-des-Landes!

BIEN DIT

Pour nous, (...) l'unification doit être au service de la société, et c'est pourquoi on ne peut pas ouvrir un secteur stratégique qui a la capacité de promouvoir le progrès et d'améliorer la cohésion sociale de la citoyenneté européenne, aux mains d'intérêts privés, qui n'ont d'autre objectif que gagner de l'argent, au détriment de tout intérêt social. (...) Le modèle qui veut s'imposer avec ce Quatrième Paquet Ferroviaire, ce n'est autre que le néolibéralisme, mais qui est voué à l'échec, comme nous le vivons déjà, chacun, dans nos pays respectifs dans l'UE.

Extrait du communiqué «Austérité sur le ferroviaire européen!» du RÉSEAU RAIL SANS FRONTIÈRE qui regroupe des organisations syndicales de cheminots et associatives de défense du chemin de fer d'Europe (dont SUD-Rail), d'Afrique, des Amériques et d'Asie

À la Une

Valls ou Cazeneuve, c'est leur politique qu'il faut dégager!

Le nouveau Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a pris ses fonctions ce mardi, après une «déclaration de politique générale» à l'Assemblée nationale qui illustre bien l'état de décrépitude du système politique français...

Le discours du successeur de Valls a montré le décalage qui existe entre le monde politique et la réalité. La tonalité, le vernis, était extrêmement offensif contre la droite, en particulier contre Fillon, contre le FN, contre les massacres en Syrie... Mais, en réalité, à part s'opposer aux suppressions de 500 000 postes dans la fonction publique proposées par Fillon, on ne voit pas bien ce qui différencie Cazeneuve de la droite. Ainsi, il a assumé toute la politique antisociale du gouvernement, en particulier les mesures répressives dont il a été l'auteur en tant que ministre de l'Intérieur. Il a revendiqué la mise en place de l'état d'urgence, pourtant critiqué même par une commission parlementaire, et soumis au vote sa prolongation. Il a prévu d'augmenter de 6 à 7% (soit 17% d'augmentation) le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), ce cadeau au patronat qui sert à augmenter les profits... mais jamais à sauver des emplois.

Maintenir le cap... alors que le navire coule

Le nouveau Premier ministre a revendiqué sa continuité avec la politique de la gauche depuis quatre ans, rendu hommage à la «majorité» parlementaire, à Hollande, à Valls. Un déni complet alors que le navire Parti socialiste prend l'eau de toutes parts, Valls n'étant qu'à 10%, en cinquième position dans les sondages pour la présidentielle... Le climat entre les parlementaires de gauche et des Républicains étaient



ordurier, s'interrompant, hurlant, insultant, dénigrant... Le spectacle d'un personnel politique pitoyable, faisant semblant que l'avenir du monde se situe au sein de cette assemblée.

Pourtant, les enjeux véritables se situent clairement à l'extérieur. Avec 24% dans les sondages au premier tour et 35% au second, le Front national est en embuscade, et il pèse de plus en plus fortement sur la société, avec des manifestations contre les migrantEs, avec la progression du discours nationaliste chez tous les candidats, jusqu'à Mélenchon...

Refuser leurs politiques, imposer les nôtres

La droite est clairement favorite pour la présidentielle, et le PS va continuer sa politique antisociale jusqu'à la dernière minute de son

quinquennat. Pour les classes populaires, l'alternative est simple: subir ou réagir.

Face au gouvernement, aujourd'hui comme après les élections, il n'y aura qu'une réponse: la construction du rapport de forces, de la défense des intérêts politiques du monde du travail. Le pouvoir veut casser les services publics? Nous disons qu'il faut recruter un million de fonctionnaires. Il veut défiscaliser les heures supplémentaires et augmenter le temps de travail? Nous répondons qu'il faut les 32 heures sans perte de salaire, pour travailler toutes et tous. Il souhaite faciliter les suppressions d'emplois? Nous voulons l'interdiction des licenciements et des fermetures de sites. Les parlementaires votent l'état d'urgence et des pouvoirs renforcés pour la police? Nous voulons l'arrêt immédiat de

l'état d'urgence, le désarmement de la police et l'abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes. Ils se lamentent mais ne font rien pour aider les Kurdes et les Syriens? Nous voulons le retrait de toutes les troupes françaises et des armes pour les combattantEs kurdes et syriens.

Une campagne électorale pour revendiquer que la solution ne viendra pas des urnes!

La campagne de Philippe Poutou a pour objectif de populariser ces mesures et les moyens pour les imposer: la réquisition des entreprises, la saisie des banques et des fortunes des plus riches, la mobilisation du monde du travail.

Nous ne croyons pas que la solution viendra de l'élection d'un «sauveur». Nous ne pensons pas comme Mélenchon, qu'avec le PS, «le moment venu, on devra absolument s'entendre»... Nous voulons balayer les institutions, le jeu politique actuel, renverser cette société. Pour cela, nous avons besoin de faire progresser la confiance de notre camp social dans sa propre force, construire une force politique qui défende jusqu'au bout les intérêts des classes populaires, des exploités. C'est le sens de la campagne de Philippe Poutou, notre priorité politique, en particulier la recherche des parrainages administratifs. Obtenir les 500 sésames pour permettre la candidature du seul ouvrier dans cette campagne, le seul à défendre à la fois la mobilisation unitaire du monde du travail et la rupture avec ce système.

Antoine Larrache

SYRIE

Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise

Au moment où ces lignes sont écrites, on annonce que les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. Ainsi des nouvelles alarmantes arrivent de l'hôpital al-Hayat: on y tue des soignants et des malades. Des maisons brûlent aussi avec des personnes dedans...

Alep-est pousse à cet instant, peut-être, son dernier soupir. Les forces du régime et ses alliés avancent à grande vitesse sous un déluge de feu dans les derniers quartiers résistants d'Alep. Et on ne compte plus les civils morts ou blessés. Comme à l'accoutumée, l'ONU exprime son «inquiétude», mais aucune

réaction ni condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'est que le terrain de jeu des grandes puissances. Le quatrième véto russo-chinois a tout bonnement avorté une résolution d'aide aux populations d'Alep. Les autres puissances occidentales se bornent à exprimer leurs regrets et «inquiétude», mais n'agissent même pas dans le domaine humanitaire. Le

peuple syrien, à Alep et ailleurs, peut continuer à mourir dans le silence général.

Le danger Daesh persiste

Depuis 2014, les USA ont fondé une coalition militaire contre Daesh pour intervenir en Syrie et en Irak. De son côté, la Russie intervient militairement en Syrie depuis 2015, aussi

sous le prétexte de combattre l'État islamique.

Pourtant, Daesh est toujours là, actif et offensif. En Irak, il a multiplié les contre-offensives autour de Mossoul (voir article en page 10). En Syrie, Daesh a pu investir le 11 décembre la ville de Palmyre, cela malgré la présence des forces russes. Ces dernières ont dû évacuer Palmyre juste avant l'entrée des combattants de Daesh dans la ville, selon les témoignages de proches du régime. Daesh a trouvé dans la ville des réserves d'armes les plus lourdes dont des armes anti-aériennes, selon les mêmes sources. Les officiels russes parlent d'une offensive d'environ 5000 combattants de l'État islamique, qui ont pu occuper la ville en deux jours. Passés inaperçus dans le désert en arrivant de Deir ez-Zor à l'est et de Raqqa au nord. Ce retrait très rapide des forces du régime et des Russes de la ville de Palmyre

Un monde à changer

LEUR AMIS, FORTUNÉS, ET LES NÔTRES. L'ancienne ministre de Hollande Aurélie Filipetti a déclaré que Macron était « *le candidat du grand capitalisme financier* ». C'est sans doute vrai... mais il n'est pas le seul: en France comme dans les autres pays, le capital financier a en permanence plusieurs fers au feu, à droite comme à gauche. Mais, il est exact que du côté de Macron, les millions ont commencé à ruisseler.

Samedi 10 décembre, Emmanuel Macron a ainsi tenu un grand meeting parisien. Coût de l'initiative: 400 000 euros. Comment finance-t-il toutes ces dépenses, lui qui n'a pas le soutien d'un parti politique? Certes, son mouvement « *En marche!* » se targue de 120 000 membres... mais l'adhésion y est gratuite! Au départ, outre l'argent qu'il avait gagné dans la banque, Macron a bénéficié du soutien d'Henry Hermand, grande fortune basée sur la grande distribution. Mais depuis qu'il a décidé de se lancer dans la politique pour son propre compte, Macron a utilisé toutes les ficelles possibles pour récolter des fonds.

Paris Match a assuré qu'en mai dernier, alors qu'il était encore ministre de l'Économie, Macron « *aurait levé près de 10 millions de livres sterling* » (environ 12,75 millions d'euros) lors d'un déplacement à Londres. L'ancien ministre a ainsi organisé plusieurs dîners, à Londres ou à New York. Pour y participer, chaque convive doit déboursier 7500 euros, ce qui fait relativement cher le plat. Mais ce prix est juste une manière déguisée de récolter le don maximum autorisé par la loi qu'un particulier peut faire à un parti politique, soit effectivement 7500 euros...

Ainsi va la politique... Elle est plus facile pour qui s'adresse à des gens capables de mettre 7500 euros dans un repas. Ce n'est pas à eux que s'adresse le NPA. Notre camp social, ce sont les milliers de personnes qui, chacune à leur façon, luttent pour un autre monde que celui de la finance. Les seules ressources pour financer notre activité, ce sont les cotisations de nos militantEs et les souscriptions de celles et ceux qui, sans partager forcément toutes nos idées, pensent que nous sommes utiles à notre camp social.

MIGRANT-E-S Répression: et maintenant au tour des soutiens!

Bien que de nombreux témoignages de solidarité avec les migrantEs se soient manifestés dans plusieurs régions, la situation de celles/ceux-ci ne s'améliore guère... Et les autorités s'attaquent maintenant à leurs soutiens.

Ainsi, à Paris, la situation est dramatique. Alors que le « *centre d'accueil Hidalgo* » de la porte de La Chapelle affiche complet, des centaines de migrantEs sont rejetés à la rue, ne sachant où aller. Chaque jour amène son lot de rafles, de distributions d'OQTF (obligation de quitter le territoire) ou de placements dans les centres de rétention administrative. Chaque campement de fortune fait immédiatement l'objet d'une intervention policière musclée, dispersant un peu plus des réfugiés frigorifiés et sans abri.

Les quatre mois de « *répit* » dont pensaient disposer les migrantEs de la « *jungle* » de Calais et des campements de Stalingrad se trouvent confrontés à la volonté des préfetures pressées de se débarrasser au plus vite de leurs indésirables invités. Et comme souvent, les femmes, comme par hasard, sont les premières visées. Ainsi, dans les centres d'accueil et d'orientation (CAO) de Nîmes (Gard) et de Cazères (Haute-Garonne), elles sont menacées d'être « *foutues dehors* » lorsqu'elles refusent de rédiger une demande d'asile sur le territoire français. En



Devant le palais de justice de Nice, le 23 novembre, les soutiens s'affichent. DR

toute mauvaise foi, on leur assure qu'elles doivent absolument faire cette démarche... pour pouvoir se rendre en Grande-Bretagne.

Les Alpes-Maritimes toujours en pointe...

Point de passage obligé pour rejoindre la Grande-Bretagne via la France, les migrantEs confrontés à des autorités hostiles peuvent néanmoins compter sur l'appui d'une partie de la population. Les

habitants de la vallée de la Roya, frontalière avec l'Italie, accueillent et aident les réfugiés de passage. Une pratique minimale de l'hospitalité... aujourd'hui traînée devant les tribunaux!

Éric Ciotti, député LR compatible avec le FN, dénonce « *les agissements de ces individus qui correspondent à une aide au séjour irrégulier d'étrangers. (...) La vallée de la Roya est devenue une zone de non-droit gérée par des individus hors-la-loi aveuglés par*

l'idéologie de la mouvance d'extrême gauche ». La meilleure défense étant souvent l'attaque, l'association Roya citoyenne, soutenue par 300 personnes, a déposé plainte au parquet de Nice contre le conseil départemental pour « *délaissement d'une personne hors d'état de se protéger* ».

Le 23 novembre dernier, deux membres de l'association Roya citoyenne ont comparu devant le TGI de Nice. Pour l'un des deux prévenus, le procès a été reporté au 6 janvier. Pour le second, le parquet a réclamé une peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis! Le NPA apporte tout son soutien aux inculpés et appelle militantEs et sympathisantEs à se rendre au tribunal. Les 18 et 19 mars aura lieu la mobilisation internationale contre le racisme. Face à la répression que subissent les migrantEs et leurs soutiens, cette opportunité est à saisir. Une discussion est d'ores et déjà amorcée entre divers collectifs pour en faire un succès et rejoindre les mobilisations qui se préparent dans plusieurs pays, notamment en Grande-Bretagne, Grèce et Autriche...

Alain Pojolat

Le chiffre

0,005 %

C'est, cité par le dernier rapport d'Oxfam, le pourcentage d'impôt payé par la société Apple judicieusement basée en Irlande... L'ONG rappelle aussi que, parmi les 15 « pires paradis fiscaux » de la planète, figurent 4 États de l'Union européenne: les Pays-Bas (3°), l'Irlande (6°), le Luxembourg (7°) et Chypre (10°).



Agenda

Jeudi 15 décembre, réunion publique contre la répression, Saint-Denis.

« *Ne soyons pas primaires. Ni chair à patrons ni chair à matraque, en 17 on contre-attaque!* », avec différents intervenants du mouvement social, à 19h à la Belle Étoile, 14, allée Saint-Just, La Plaine Saint-Denis.

Dimanche 18 décembre, manifestation en solidarité avec les migrantEs, Paris.

À l'occasion de la journée internationale des migrations, à 14h30 départ des services centraux du ministère de l'Intérieur, 18-20, rue des Pyrénées (métro Porte-de-Vincennes) en direction du Musée national de l'histoire de l'immigration.

Dimanche 18 décembre, réunion publique contre l'islamophobie et la xénophobie, Saint-Denis.

« *Islamophobie et xénophobie à l'heure de la présidentielle* », avec différents intervenantEs, de 9h à 21h à la bourse du travail, 9-11, rue Génin.

NO COMMENT

La négligence est un délit non intentionnel. Je pense qu'on est tous un peu négligent quelque part dans sa vie...

CHRISTINE LAGARDE, ex-ministre et actuelle patronne du FMI, dimanche 11 décembre sur France 2. Elle comparait devant la Cour de justice de la République pour « *négligence* » dans la gestion de l'arbitrage qui a rapporté 403 millions d'euros à Bernard Tapie...

peut être perçu comme une tentative pour détourner l'attention du massacre qui se déroule actuellement à Alep.

Seul devant l'enfer des armes

Au moment où ces lignes sont écrites, il reste 80 000 civils assiégés dans les deux derniers km² restant « *libres* » à Alep. Les cris d'aide de cette population pour l'arrêt des bombardements barbares du régime trouvent bien peu d'écho dans le monde. Pour les accompagner, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes ces derniers jours dans le monde.

Mais la vérité choquante est que le peuple syrien dans sa lutte pour son émancipation n'a pas trouvé une solidarité internationale à la hauteur de ses sacrifices. Il reste seul devant l'enfer des armes d'un régime sanguinaire, et il montre un courage extraordinaire, de ses jeunes, des masses populaires révoltés, qui font

face à la barbarie extrême du régime et de ses alliés.

« Le soleil brillera demain » ?

Allié du régime de Bachar, le gouvernement iranien a exprimé sa joie à propos de « *la libération d'Alep* ». Le gouvernement turc de l'AKP d'Erdogan se contente de sa présence militaire au nord d'Alep suite à son accord avec Poutine, sans la moindre protestation contre le massacre d'Alep.

Dans le même temps, comme un symbole, ce dimanche 11 décembre, le penseur marxiste syrien Sadek al-Azem s'est éteint en exil, à Berlin. Celui qui a marqué des générations de militants de gauche a soutenu « *la révolution* » contre un régime tyrannique, car pour lui « *c'est une révolution, quel que soit son état ce jour, ce n'est pas une guerre civile généralisée* ».

« *D'Alep, nous entendons le cri qui dit: Ne les réveille pas, ils dorment tous,*

SYRIE: LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE IMPLISSANTE



Ne dérangez pas nos gouvernants: mourez en silence, Ne croyez pas leurs mensonges ni leurs larmes,

Depuis quand les statues pleurent-elles? Mais le soleil de la liberté brillera... demain.»
Ghayath Naisse

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017

PHILIPPE POUTOU

PRIMAIRE À GAUCHE

Survie ou liquidation ?

Après le grand cirque de la droite, voici le temps de la primaire de la gauche. Et contrairement à la droite, l'enjeu n'est pas de trouver le meilleur « cheval » pour gagner la prochaine présidentielle mais l'avenir (s'il en a encore un) du Parti socialiste.

Le rendez-vous était prévu de longue date et devait lancer avec panache la primaire du PS et de ses satellites. Mais la convention de la « Belle alliance » du 3 décembre dernier a fait pschitt : 3000 personnes (alors qu'initialement il en était prévu 10000...) et aucun candidat déclaré de premier plan. Bref, après l'annonce de la non-candidature de Hollande et en attendant celle de Valls, cette convention aura été un non-événement, clôturé comme il se doit par Cambadélis avec les énièmes appels au rassemblement et à l'unité de toute la « gauche », de Mélenchon à Macron (sic).

Même si les candidats n'ont plus que quelques jours pour se déclarer, on peut déjà dire que la primaire fait un carton plein... en nombre de candidats, jusqu'à nous ressortir l'ancien ministre de l'Éducation nationale que tout le monde avait oublié, Vincent Peillon. C'est dire que le PS va mal.

Piteux état

À quelques mois de la présidentielle, jamais un parti au pouvoir n'a été aussi affaibli et discrédité. Et la rupture du « peuple de gauche » avec son principal parti est plus que consommée et risque de se concrétiser réellement lors du prochain scrutin. Les sondages (même s'ils peuvent se tromper) sont formels : le PS sera probablement balayé dès le premier tour pour un tête-à-tête Fillon-Le Pen au second tour. Et cela quel que soit le « vainqueur » de la primaire.

Le PS va donc continuer, après les municipales, les départementales et les régionales, sa débâcle électorale. Cela sans oublier l'hémorragie des adhésions : le parti est passé de 280 000 adhérents en 2006 à un peu plus de 43 000 à jour de cotisations aujourd'hui... Tout cela, l'ensemble des candidats déclarés le savent pertinemment. L'enjeu de la primaire est donc



ailleurs : le PS comme force issue de la social-démocratie, stop ou encore ?

Primaire... ou congrès ?

La candidature de dernière minute de Peillon incarnerait pour beaucoup au PS le « centre », entre un Valls jugé trop à « droite » et autoritaire, et Hamon ou Montebourg jugés trop critiques et trop à « gauche ». L'ex-ministre arrive donc à point nommé pour les Hollandais et Aubryistes, qui s'inquiétaient d'une possible OPA de Valls sur la primaire, et plus généralement sur le PS. Mais évidemment, la main sur le cœur, Peillon l'assure, il n'est « instrumentalisé par personne ». « Une telle décision se prend dans la solitude de sa conscience », souligne-t-il...

Dans les faits, cette primaire ressemble de plus en plus au prochain congrès du PS, un congrès pour amplifier la liquidation, et tous les candidats estiment avoir une chance de l'emporter. Hamon se rêve désormais en « Fillon de gauche » pour s'imposer, face au duel annoncé entre Valls et Montebourg. Montebourg pense être le seul capable de rassembler au-delà du PS, une fois la primaire passée. Même si la candidature de Peillon risque de lui compliquer les choses, Valls semble tirer les marrons du feu en apparaissant comme le sauveur du PS... Lui qui, en 2012, avait fait 5% à la primaire de son parti en raison de son orientation ouvertement ultra-droitière et pro-patronale.

Lui qui regrettait qu'il n'y ait pas assez de « white » sur le marché de sa bonne ville d'Évry. Lui dont le bilan, parfaitement assumé, est celui de Hollande. Valls n'est pas un candidat de gauche, fidèle au Medef tout comme son ancien collègue Macron. Et s'il gagne la primaire, son projet de transformation de la vieille force social-démocrate / social-libérale en parti démocrate, pour tous les « progressistes », connaîtra à coup sûr un nouvel élan.

Quel leadership à gauche ?

Malgré les appels au rassemblement, Mélenchon et Macron ont en commun leur refus de participer à cette primaire, tous deux faisant le même calcul : profiter d'un possible rejet des batailles internes des socialistes pour prendre le leadership de la gauche. Macron espère en tirer bénéfice en se positionnant au centre plus ou moins à « gauche », et Mélenchon à la gauche du PS. Dans cette optique, Macron accélère et avance, sans grande surprise, du côté du patronat en proposant par exemple de transformer le CICE en allègement de charges pérenne. Mais soyons rassuré, Macron a également assuré que les 35 heures resteraient la durée légale du temps de travail s'il était élu. De même, plus question de toucher au salaire minimum, qu'il voulait moduler pour les plus jeunes.

L'ex-banquier ministre a donc décidé de « gauchir » son discours pour profiter du désarroi des socialistes et de leur électorat... Dans la lignée de Mitterrand, une vraie stratégie de socialiste ! Mais pas sûr que cela suffise...

Sandra Demarçq

Agenda

Judi 15 décembre, réunion publique du NPA, Agen. Avec Philippe Poutou, à 20 h salle Picasso, rue Paul-Pons (face au Stadium).

Judi 15 décembre, réunion publique du NPA, Toulouse. Avec Christine Poupin, à 20 h salle Osète-Duranti, 6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier (métro Capitole).

Judi 15 décembre, projection-débat du NPA sur la protection sociale, Paris. Projection du film *la Sociale* de Gilles Perret suivi d'un débat avec Olivier Besancenot, à 19 h 45 au cinéma MK2 Gambetta, 6, rue Belgrand, Paris 20^e.

Lundi 16 janvier, réunion publique du NPA, Évry. Avec Philippe Poutou, à 20 h, salle de la mairie annexe, place du Général-de-Gaulle.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NPA arguments de campagne

De quoi parle-t-on ?

Les statistiques officielles donnent plus de 650 000 licenciements par an, répartis en deux catégories. D'abord, 190 000 licenciements juridiquement économiques, ceux que le patron justifie par la situation économique de l'entreprise. Ensuite, environ 460 000 licenciements pour « motifs personnels » : pour des motifs disciplinaires (« faute » du salarié qui peut renvoyer à beaucoup de choses, y compris à une grève) ; pour une inaptitude professionnelle, qui peut découler d'un accident du travail ou au fait de fixer à un salarié des objectifs inatteignables (en 2013, 63 700 personnes se sont inscrites à Pôle emploi à la suite d'un licenciement pour inaptitude physique) ; pour un refus par le salarié de la modification substantielle de son contrat de travail (le salaire, la durée du travail, la qualification, les attributions du salarié). À cela, il faut y ajouter 360 000 ruptures conventionnelles qui supposent un accord volontaire du salarié... mais la réalité est bien différente. Souvent, le salarié est placé dans une situation impossible ou placardisé, voire menacé de licenciement pour faute, pour l'amener à accepter la rupture. Il y a aussi le cas des salariés qui n'ont que quelques années à faire avant la retraite. Enfin, il y a chaque année un nombre indéterminé de suppressions d'emplois sous forme de « départs volontaires ». Les grandes entreprises recourent de plus en plus à des « plans de départs volontaires » au lieu de faire des plans sociaux. Les exemples en sont

Comment répondre aux licenciements ?



La CGT de Renault-Cléon dans une manifestation parisienne. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

nombreux : SFR (pour près de 5 000 emplois en août 2016), mais aussi Air France, PSA ou encore IBM. Les salariés acceptent bien souvent car ils pensent que, d'une façon ou d'une autre, leur poste sera supprimé.

Qu'y a-t-il derrière ?

Derrière toutes ces techniques juridiquement différentes, il y a fondamentalement l'inégalité entre salariés et patrons dans ce système. Le salarié travaille, produit des richesses mais est suspendu au bon vouloir de son patron qui peut le priver de son emploi en fonction de ses propres choix. Certes, il y a les règles du code du travail, mais

la protection qu'elles offrent est limitée. Un salarié licencié peut toujours aller devant les prud'hommes (en fait très peu le font), mais cela prendra des années... En attendant, il n'a plus d'emploi. Cette protection est de plus en plus ébréchée par les nouvelles lois (comme la loi El Khomri). De plus, les patrons ont les moyens de la contourner. C'est pour cela que se multiplient les plans de départs volontaires. Pour le patron, il y a deux avantages : une meilleure image et moins de contraintes (moins de consultations des représentants du personnel, etc.). Il peut définir plus librement le périmètre d'activités où il

veut supprimer des emplois, et n'a pas à proposer de reclassements internes ou à respecter de préavis. Le plan de départs volontaires permet d'éviter les contentieux.

En fait, la racine commune, c'est le pouvoir unilatéral des patrons et la recherche du profit à laquelle tout est subordonné dans cette société.

Interdire les licenciements

Les résistances aux licenciements et suppressions de postes ont deux faces. L'une visible, correspondant à la partie émergée de l'iceberg des suppressions d'emplois, relativement médiatisée, met en lumière les luttes contre les prétendus Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Au fil des années, depuis les Lips de 1973, mineurs, sidérurgistes, salariés du textile, de l'électronique, etc. ont, avec plus ou moins de succès, lutté pour sauver leurs emplois. Récemment les Contis, les PSA, les Goodyear, ont écrit de belles pages de lutte contre l'arbitraire patronal, seul décideur de notre droit à l'emploi, de notre droit à vivre de notre travail. Depuis les Galeries Lafayette en 1996 jusqu'à Schneider à Merpins en juillet dernier, en passant par Mory-Ducros ou Continental, même la justice a parfois jugé infondés des licenciements. L'autre face est faite des résistances au quotidien face aux multiples méthodes

prises en œuvre par les employeurs pour se débarrasser des indésirables. Dans une situation où le chômage est maintenu à un niveau insupportable, tous les salariés sont fragilisés, avec ce que cela peut entraîner de fatalisme. Les militants syndicaux sont constamment sollicités pour des défenses individuelles, avec des procédures dans lesquelles la formule « sanction pouvant aller jusqu'au licenciement » est devenue banale.

C'est bien l'ensemble de ces attaques qui justifie notre combat pour l'interdiction des licenciements, de tous les licenciements. Pour le patronat, pour les gouvernements (avec les nouvelles facilités accordées par la loi travail), il s'agit là d'une prérogative qu'ils excluent de remettre en cause. Les succès partiels, provisoires, restent soumis en permanence aux lois de la concurrence et du profit. En s'appuyant sur la mobilisation avec grèves et manifestations, une longue bataille juridique, un gros chèque qui « fait cracher » le patron, une reprise par d'autres actionnaires, l'intégration ou le retour dans le groupe donneur d'ordres, la création d'une SCOP, une victoire aux prud'hommes... Autant de pistes qui, en fonction du rapport de forces local, national, doit nous permettre de concrétiser notre refus de l'arbitraire patronal, notre refus de tout licenciement.

Chère et chers camarades (...)

C'est la première fois qu'une telle division apparaît aussi bien dans les directions de votre parti que chez les militantEs. Une telle situation laisse bien des militantEs, bien des travailleurs et travailleuses désespérés, sans perspective, alors que le PS est en train de s'effondrer sous les coups que lui portent ses propres dirigeants, plus que jamais engagés dans la gestion des affaires du grand capital. C'est cet effondrement de la gauche institutionnelle qui laisse le terrain à la droite extrême de Fillon et à l'extrême droite de Le Pen. (...) Précisons d'abord qu'alors que la direction autour de Pierre Laurent avait promis de rencontrer toutes les forces à la « gauche de la gauche », dont le NPA, elle ne nous a jamais rencontrés et n'en a jamais fait la demande. (...)

Dans les deux projets proposés [au vote des militantEs du PCF fin novembre], il y a un point commun : l'illusion que les élections et le bulletin de vote pourraient

LETTRE Le NPA s'adresse aux militantEs du PCF

Le PCF est aujourd'hui traversé par une crise profonde et des débats de grande ampleur. Nous voulons y participer, et c'est dans ce but que nous avons écrit une lettre à ses militantEs, lettre dont nous publions ici de larges extraits.



Dans la rue... Et dans les urnes? PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

changer les choses. Or, toute l'histoire nous montre qu'il faut d'abord et avant tout des mobilisations de grande ampleur pour arracher des conquêtes, comme ce fut le cas pendant le Front populaire ou en 1968. Toute l'histoire nous montre aussi que, chaque fois, la politique d'union de la gauche s'est retournée contre le PCF pour laisser le Parti socialiste gérer les affaires de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et la population. Ce fut le cas avec Mitterrand, avec Jospin.

Aujourd'hui, Jean-Luc Mélenchon reprend cette vieille recette. En bon élève de Mitterrand, il veut bien de votre soutien pour avoir des parrainages d'élus et vos voix, mais à condition de mettre votre parti

dans une position de soumission à sa personne. Étrange « France insoumise » ! Jean-Luc Mélenchon ne cherche qu'à marginaliser votre parti. Il s'est servi de lui en 2012 pour aujourd'hui expliquer qu'il faut accepter son investiture et qu'il prépare déjà ses propres candidatures pour les prochaines législatives. Comment « porter très fermement la parole des communistes » dans une telle campagne et avec un tel leader ? Faut-il rappeler que, malgré son opposition verbale au PS, cet ancien ministre de Jospin recule sans arrêt sur l'écologie ou les réformes sociales, alors qu'il précise ses positions de soutien aux agressions impérialistes quand elles ont le soutien de l'ONU ou ses positions

favorables à Poutine ou Bachar el-Assad. Que son discours sur les immigrés brosse dans le sens du poil les préjugés et favorise la division au sein de la classe ouvrière.

De son côté, la proposition d'une candidature communiste était accompagnée d'une promesse de retrait en cas d'une candidature unitaire anti-austérité. (...) De quoi parlait-on ? De la victoire d'un candidat de la « gauche » du PS en cas de primaire, sans Hollande ni Valls ? Par exemple Montebourg ? Tout cela n'est pas réaliste, car cela signifierait que le PS tirerait un trait sur sa politique des dernières décennies ! (...)

Dans ces deux cas de figure, la direction du parti reste prisonnière du cadre institutionnel, de la politique qui, depuis 1981, a constamment affaibli le PCF au point qu'il est aujourd'hui menacé dans son existence même. (...)

C'est dans ce cadre que nous avons été amenés à présenter la candidature d'un ouvrier anticapitaliste, révolutionnaire et internationaliste, Philippe Poutou. Nous militons pour le rassemblement de tous les anticapitalistes, pour une transformation révolutionnaire de la société, mais sur un discours clair par rapport au racisme, à l'impérialisme, à l'indépendance vis-à-vis des institutions. (...)

Nous savons comme vous que la situation est difficile et que les choix ne sont pas aisés. Mais c'est justement dans une telle période de désarroi et de repli sur soi qu'il faut à la fois rester fermes sur des positions de classe et ouverts quant aux débats nécessaires. (...)

Le comité exécutif du NPA

BIEN DIT

Le NPA 66 s'indigne contre les tags racistes et nazis (« Arabes dehors », croix gammée) peints, dans la nuit de vendredi à samedi, sur les murs de la mosquée de Perpignan. Il exprime toute sa solidarité avec les musulmans pris à nouveau pour cible par des voyous fascistes.

EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ DU NPA 66 du dimanche 11 décembre. Cette mosquée avait déjà été visée en début d'année, ainsi que celle d'Elne il y a quelques semaines dans le même département...

SOUSCRIPTION Une seule bonne raison de donner

Cherchez bien dans ce touffu paragraphe, elle doit bien être là ! Allons-y...

Vous êtes persuadés que la crise ouverte en 2007-2008 va rebondir ? Vous prenez acte que le candidat de la droite (extrême) en 2017 s'appelle Margaret Fillon ? Marine le Pen à l'Élysée ne vous apparaît plus comme de la science-fiction ? Pour autant, le « vote utile », c'est fini ? Vous pensez que Cahuzac a payé pour tous les autres... mais qu'il mérite évidemment d'aller à l'ombre ? Noël c'est bon, mais à consommer avec modération ? Vous

refusez le social-chauvinisme et l'égoïsme de Mélenchon ? Le chaos pré-électoral au sein de la « gauche de gouvernement » vous amuse ? Le rire le dispute à la peur quand vous voyez le « Président » Trump, mais vous n'aviez aucune illusion sur la « Secrétaire » Clinton ? Pour vous, l'état d'urgence est social et climatique ? Pour le réveillon, vous refuserez de regarder un quelconque bêtisier à la télévision ? Bachar el-Assad, Daesh, Erdogan, pétro-monarchies, l'Iran : vous pensez que la France participe avec tous ces affreux au chaos du Moyen-Orient ? Vous dites que ce sont les poches du patronat qu'il faudrait perquisitionner ? Vous étiez dans la rue « contre la loi El Khomri et son monde », sur les places avec Nuit debout ? Le démantèlement de la jungle de Calais et des camps parisiens réveillent chez vous les fantômes de l'histoire ? À votre avis, la régression démocratique va de pair avec la régressions sociale ? Vous pensez que les exploités et les opprimés sont aujourd'hui dépourvus d'une représentation politique conséquente ? Vous pensez que les salariéEs d'Air France devraient être récompensés et non pas condamnés pour avoir fait « tomber la chemise » de leurs dirigeants ? Vous iriez bien un coup en garde à vue avec nous, non ? Votre 13^e mois est en approche terrestre et l'achat des cadeaux est terminé ? Voir des militaires et des



Voilà dans la nouvelle vidéo pour la souscription 2016 du NPA ! DR

policiers partout ne vous rassure pas, bien au contraire ? Être systématiquement et inutilement fouillés à l'entrée d'innombrables bâtiments et commerces vous exaspère et vous humilie ? Vous admirez les passements de jambes de Ronaldo mais pas ses tours de passe-passe fiscaux ? Vous n'aimez pas la bûche ? Avec la crise grecque, la crise des migrantEs et le Brexit, vous pensez que les institutions européennes sont condamnées, et qu'il vaudra mieux les remplacer par des États-Unis socialistes d'Europe que par une meute d'États poutiniens ? Vous êtes ulcérés par les horreurs de nouveau proférées sur l'histoire révolutionnaire de Cuba à l'occasion de la mort de Fidel Castro, mais vous n'êtes pas dupes des limites de son régime ? Vous pensez que l'islamophobie est au

présent ce que l'antisémitisme fut à certaines heures du 20^e siècle ? Vous ne pleurez pas les morts seulement quand ils sont français, ou à tout le moins « occidentaux » ? Parce que les sans-papiers ont raison : y'en a marre, y'en a marre, y'en a marre... Dans toutes ces raisons, si vous n'en trouvez que serait-ce qu'une seule, c'est la bonne pour donner au NPA !

Sylvain Madison

POUR DONNER...

En ligne : <https://souscription.npa2009.org>

Par chèque (à l'ordre de NPA souscription) : NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Et n'oubliez pas, la souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé : vous donnez 3 euros, le NPA en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 ! Moyennant un peu de patience avant le remboursement, vous pouvez donc multiplier votre don par 3 !



En action !

Marseille (13) Journée de rencontres pour Philippe Poutou.

Ce jeudi 8 décembre était bien un jour de rencontres pour notre camarade venu à Marseille. Dès son arrivée, il a pu constater les effets catastrophiques du « tout voiture » dans l'agglomération marseillaise, pendant les deux heures nécessaires (!) pour faire les 26 km de Marignane à Marseille... Première étape à Gémenos chez SCOP-TI. Les ex-Fralib l'ont reçu avec enthousiasme et lui ont fait visiter l'usine, qui aujourd'hui fonctionne sous la seule responsabilité des travailleurs. Cette victoire acquise après 1336 jours de lutte (1336, le nom choisi pour les thés et infusions produits dans l'usine) contre le géant Unilever, lutte au cours de laquelle le NPA a été très présent. Les « SCOP-TI » ont largement développé ce qu'ils entendent défendre et démontrer, à savoir que les travailleurs peuvent se passer des patrons et des actionnaires, pour produire, mieux, de meilleure qualité, et en respectant les échanges équitables.

Deuxième arrêt au Centre démocratique kurde : reçus par les militants kurdes de Marseille, dont les deux co-Présidents (homme et femme, à égalité de droits) et un des membres fondateurs du PKK emprisonné pendant 17 ans dans les geôles turques. Anticapitalisme, anti-impérialisme, internationalisme, émancipation des femmes... Les camarades ont noté des convergences avec le NPA et ont rappelé leur double lutte contre « la dictature capitaliste » et « l'islamo-fascisme de Daesh ». Ils souhaitent la réussite de notre campagne, et de poursuivre les relations fraternelles.

Enfin, après une rencontre avec la presse (en fait, la seule *Marseillaise* qui fait face à d'énormes difficultés financières), notre camarade a échangé pendant plus de deux heures, avec des militantEs de divers secteurs (commerce, santé, fonction publique, sans emploi, et autres...), en présence aussi de travailleurs de SCOP-TI, des Moulins Maurel (qui occupent leur usine depuis trois ans pour s'opposer à sa fermeture) et de militants kurdes. Licenciements, chômage, santé et protection sociale, environnement, enseignement-recherche, services publics, racisme, féminisme, homophobie... Aucun thème n'a été oublié. Et Philippe de conclure en soulignant l'importance des convergences, et la nécessité d'un outil réellement au service des luttes.

La soirée s'est terminée par un repas « militant » avec des camarades du NPA13.

Chloé et Jean-Marie

Paris Rencontre autour de

l'Indonésie. Dans une ambiance chaleureuse, le café auvergnat Lou Pascalou de Ménilmontant a accueilli samedi 10 décembre une soirée Indonésie, à l'initiative notamment du NPA. En première partie, Fanny Thoret, interprète et traductrice indonésien-français, a présenté un court métrage, *Buruh Seni* (« Artiste ouvrier ») d'Eden Junjung sur le travail de Digie Sigit, praticien du street art et musicien. « DS » y expose sa conception du lien entre art, artiste et société, sur le sens et la forme de son engagement auprès des exploités. L'image d'une « Che Marsinah », bêtée sur la tête et cheveux rebelles à la Guevara, ponctue toute son activité artistique. Marsinah est en effet devenue un symbole tant pour les combats sociaux que pour les féministes dites de lutte de classe (pour reprendre une formule française). Ouvrière dans une entreprise, elle avait participé à une grève, puis protesté auprès des militaires après l'arrestation de 13 de ses camarades, forcées à signer des lettres de démission. Kidnappée, elle est morte sous la torture. Son corps a été retrouvé le 8 mai 1993, jeté au bord d'une rizière. Pour la seconde intervenante, Ikapratwi Mutiara (« Ika »), Marsinah est bel et bien un symbole important. Ika appartient en effet à l'organisation *Perempuan Mahardhika* (Femmes libres) dont l'essentiel d'une activité multiforme se fait avec les ouvrières d'industrie. Elle leur permet de s'exprimer grâce à la création d'une radio militante et d'aborder entre elles des sujets tabous, comme le harcèlement sexuel auquel elles se trouvent confrontées dans le monde du travail ou les discriminations dont elles sont victimes dans la société. Grâce à l'expérience accumulée par *Perempuan Mahardhika*, Ika nous a permis de mieux comprendre les liens, dans le contexte indonésien, entre revendications de classe et de genre. Pendant la discussion, elle a aussi pu présenter les nombreux réseaux de lutte LGBT. Solidaire, cette soirée fut particulièrement intéressante.

Pierre Rousset

NPA
CONTRE LEUR MONDE :



**NOTRE CAPITAL,
NOTRE SOLIDARITÉ**

SOUSCRIPTION 2016

Association de Recherche et de Recherche à NPA souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Agréement de la CNCFP 06 avril 2009. Donn. destinées au NPA.

TURQUIE



ENTRE ÉTAT D'URGENCE ET OFFENSIVE ANTISOCIALE ET ANTIDÉMOCRATIQUE

ÉTAT D'URGENCE ET UNION NATIONALE

Samedi 10 décembre a eu lieu à Istanbul le 33^e attentat à la bombe en un an et demi... Soit au total 446 morts, dont 363 civils...

Réalisés tantôt par Daesh tantôt par le TAK kurde (comme samedi dernier), ces attentats que nous dénonçons sont bien une conséquence de la politique de guerre menée par l'AKP, à l'intérieur du pays et à l'extérieur (en Syrie). Ils n'ont d'autres effets que de consolider les dispositifs sécuritaires et de servir d'alibi à Erdogan pour accroître sa répression. Dépourvu de soutien populaire et international et muni de forces extrêmement limitées, la tentative de coup d'État du 15 juillet dernier avait été défaite en quelques heures. Pour autant, elle fut l'occasion pour le président de la République Erdogan de réaliser son propre coup d'État civil à travers l'instauration de l'état d'urgence, de mener une vague de répression sans précédent contre toutes les forces d'opposition, et de consolider son régime dictatorial. Dans le cadre de l'état d'urgence qui sera probablement

prolongé autant de fois que le régime le jugera nécessaire, Erdogan peut ainsi diriger le pays à sa guise à travers des décrets arbitraires. La répression a tout d'abord visé les adeptes de la confrérie de Fethullah Gülen, suspecte d'avoir orchestré la tentative de putsch. Si cette dernière semble effectivement impliquée dans le coup d'État, d'autres forces au sein de l'armée ont très probablement aussi pris part à la conspiration pour finalement abandonner les gülenistes au dernier moment dans des conditions obscures, pour le moment, mais où des négociations avec Erdogan semblent avoir été décisives.

À qui profite la répression ?

Toutefois les purges, arrestations et fermetures de médias, entreprises et associations se sont rapidement élargies au mouvement kurde et à la gauche radicale. 50 000 personnes ont été placées en garde à vue et 35 000 arrêtées. Le nombre total de personnes exclues de la fonction publique s'élève à 70 000, et celles qui sont suspendues à 93 000. Parmi les milliers d'institutions, de fondations et d'établissements fermés, un millier sont des établissements scolaires, 35 sont des centres médicaux et hôpitaux. 15 universités privées et 19 syndicats ont aussi été fermés.

Tous leurs capitaux, ressources financières, biens immobiliers ont été confisqués. La répression a aussi durement frappé les médias. Plus d'une centaine d'organes de médias ont été interdits. Des chaînes de télévision proches de la cause kurde et de l'extrême gauche en font partie. Le nombre de journalistes emprisonnés a dépassé les 140. Alors que le HDP de gauche et pro-kurde a été d'emblée exclu de « l'union nationale » post-putsch et que le CHP républicain/centre-gauche s'est trouvé rapidement en dehors de celle-ci en critiquant les méthodes répressives utilisées par le gouvernement, le MHP d'extrême droite y a trouvé toute sa place... La tentative de coup d'État tombant en plein milieu d'une crise interne du MHP, son leader s'est emparé de l'occasion pour se soumettre à Erdogan et dénoncer son opposition, l'accusant d'être téléguidée par Gülen et faisant exclure ses rivaux. Aujourd'hui, le soutien du MHP, qui en retour obtient la promesse du rétablissement de la peine de mort, semble suffire pour faire passer au Parlement la proposition de référendum visant à instaurer un régime présidentiel confectionné sur mesure pour Erdogan qui veut anéantir le peu de séparation des pouvoirs qu'il reste.

D'Istanbul, Uraz Aydin



LA RÉSISTANCE CONTRE L'ATTAQUE PATRIARCALE DE L'AKP



Le 19 novembre dernier, dans la rue contre l'odieuse proposition de loi sur le viol. DR

Comme tout gouvernement autoritaire, celui de l'AKP a un intérêt spécifique à opprimer les femmes et les enfants, car cela lui donne l'occasion de rendre naturelle, de justifier, sa domination despotique et patriarcale.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 2002, l'AKP a essayé de retirer beaucoup de droits aux femmes, comme le droit à l'avortement et à l'égalité en matière d'emploi ou d'éducation. Sa dernière attaque a été la tentative de légaliser le viol des enfants au nom d'une réponse aux plaintes devant la justice provoquées par le nombre considérable de mariages d'enfants dans le pays. La loi préparée par l'AKP et présentée au Parlement le mois dernier permettrait à des pédophiles et à des violeurs d'échapper à la justice... s'ils acceptaient d'épouser un enfant de moins de 15 ans. C'était la suite d'un changement du système de scolarisation obligatoire en 2012, ce qui a abouti à ce que beaucoup de filles de moins de 15 ans soient retirées de l'école par leurs parents et obligées de se marier. Bien que les protestations et les rassemblements soient interdits depuis la tentative de coup d'État en juillet dernier, des milliers de femmes ont protesté contre la loi, cela malgré la brutalité policière. Mais cela ne signifie pas que les

femmes jouissent de davantage de liberté ou possèdent plus de pouvoir que les travailleurs, les Kurdes ou d'autres opposants pour organiser, pour manifester ou pour repousser les attaques du gouvernement...

Violences et discriminations...

Ainsi, les femmes n'ont pas été autorisées du tout à manifester le 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes. Mais l'augmentation spectaculaire des féminicides, de la violence et des abus sexuels faits aux enfants, en plus du soutien ouvert du gouvernement aux auteurs de ces actes, sont devenus insupportables pour des secteurs laïques de la société et ont créé une énorme résistance à la loi. Il y a quelques mois, lorsqu'une jeune femme a été battue dans un bus par un homme intégriste parce qu'elle portait un short, le Premier ministre a dit que l'homme aurait dû lui parler au lieu de la battre! Une femme enceinte a été attaquée récemment par un islamiste parce qu'elle faisait du sport dans un parc

public. Cela a rappelé à tout le monde les propos d'un savant islamiste qui avait annoncé sur la chaîne de télévision nationale qu'il était honteux que des femmes enceintes sortent en public. Les cas d'abus sexuel des enfants dans les écoles des fondations islamistes, soutenues par le gouvernement, sont fréquemment rapportés dans la presse, ce qui renforce les revendications d'une éducation laïque et de la fermeture des fondations religieuses. Par contre, le gouvernement propose des classes non mixtes, des bus ainsi que des espaces séparés dans les lieux publics. Il ne sera pas surprenant qu'on assiste à davantage d'attaques graves contre les femmes si nous n'arrivons pas à créer une résistance unie avec toutes les forces progressistes. Mais malgré la grande colère qui existe contre les politiques néoconservatrices et répressives, nous sommes loin d'avoir construit les liens politiques qui permettraient de contester les attaques incessantes.

D'Ankara, Nurcan Turan (traduit par Ross Harrold)

LA RÉPRESSION ET LE MOUVEMENT KURDE

Dans le climat post-coup d'État, la répression du mouvement kurde civil a aussi franchi une étape décisive.

Plus de vingt municipalités du Kurdistan turc ont été littéralement confisquées, leurs maires démis de leurs fonctions et de nouveaux administrateurs pro-AKP désignés à leur place. Certains de ces maires, ainsi que des députés et dirigeants du HDP ont été arrêtés. Parmi ces derniers figure aussi son co-président Selahattin Demirtaş, principal responsable des résultats du HDP (13,1%) lors des élections du 7 juin 2015, ce qui empêcha l'AKP de former seul un gouvernement.

Le redémarrage de la guerre, après deux ans et demi de cessez-le-feu, et la criminalisation du HDP comme branche légale du PKK ont permis à l'AKP de remporter haut la main les élections du 1^{er} novembre 2015.

Un véritable bain de sang

Après 16 mois de blocus, couvre-feu, massacres, déplacement forcé de population et destruction de villes, la résistance civile dans le Kurdistan de Turquie semble considérablement affaiblie. Le nombre extrêmement limité de mobilisations, qui furent d'ailleurs toutes rudement réprimées, par rapport à ce à quoi on aurait pu s'attendre après l'emprisonnement des leaders du HDP, en atteste. La politique « des tranchées » visant à monter des barricades et creuser des tranchées dans des quartiers de villes kurdes pour y déclarer

l'autonomie, à l'instar de l'expérience du Kurdistan syrien, mais qui s'était, elle, réalisée après le retrait de l'armée syrienne, s'est soldée par un véritable bain de sang. Ces tentatives d'auto-administration menées par des jeunes milices kurdes et approuvées par le PKK, mais au sujet desquelles la population locale était beaucoup plus réservée en l'état d'un rapport de forces extrêmement inégal, sans possibilité pour les milices de se replier vers les montagnes, ont certes démontré la bravoure d'une jeunesse kurde plébéienne, mais ont aussi constitué une défaite dramatique pour tout le mouvement kurde. « Nous ne nous attendions pas à une si violente réaction de l'État », ont déclaré les dirigeants du PKK, aux commandes depuis plus de 35 ans...

D'Istanbul, Uraz Aydin

UNION EUROPÉENNE ET RÉFUGIÉS: UN DÉLUGE D'HYPOCRISIE

Il est difficile de parler de tout en quelques lignes, en tant que femme qui travaille avec des femmes syriennes sur le terrain et qui comprend plus ou moins la différence entre aide humanitaire et changement politique...

La question syrienne a été débattue de différentes manières en Turquie : comme un « problème » de réfugiés, comme prétexte pour discuter du « problème » kurde en Turquie, ou comme un levier dans la politique menée par beaucoup d'acteurs au Moyen-Orient. L'acteur dominant dans ces débats a peut-être été le gouvernement AKP et Erdogan. La population syrienne a toujours été instrumentalisée à la fois par le gouvernement et par l'opposition.

Ainsi, le discours officiel en Turquie a été structuré par des concepts qui (avec une référence à l'époque du prophète Mahomet) mettent l'accent, de manière très habile, sur le statut d'« invités » des Syriens. L'AKP considère la présence des Syriens comme temporaire et ne nécessite donc aucun vrai changement politique pour améliorer leurs conditions de vie. Pourtant des centaines de milliers de Syriens en Turquie n'ont toujours pas la carte qui leur donnerait une protection temporaire, ce qui d'ailleurs n'équivaudrait pas un statut de réfugié, et ceux qui ont cette carte n'ont toujours pas accès aux services, malgré ce qu'affirme la loi.

Retour sur un accord infâme

À cela s'ajoute toute une série de problèmes : la question du chômage chez les Syriens, le travail des enfants, ou le fait que plus de la moitié des enfants syriens ne vont pas à l'école. Il y a aussi la violence et le harcèlement sexuel des enfants et des femmes syriennes, ainsi que les mariages précoces et forcés des filles et la manière dont le gouvernement essaie de justifier cela pour toutes les filles en Turquie, au lieu de les protéger... Voici comment le gouvernement AKP considère les Syriens, c'est-à-dire comme un groupe de personnes qui sont venues en Turquie sans rien et qui devraient être reconnaissantes pour ce qu'on leur donne.



DR

Quant à l'Union européenne, il est nécessaire de rappeler le deal infâme qu'elle a signé avec le gouvernement turc qui est – sans parler d'autre chose – en violation de la convention de Genève, convention qui stipule qu'aucun pays ne peut expulser des gens en masse et en particulier vers un pays non sûr, ce qui est le cas de la Turquie. Le gouvernement AKP est responsable d'innombrables crimes : contre le peuple kurde, contre des Syriens, contre des femmes, contre des personnes LGBT, contre des socialistes... La liste est longue et la politique internationale aggrave encore la situation, permettant à l'AKP d'être le gendarme des frontières et de jouer la carte des réfugiés en toute occasion, cela uniquement pour que les « masses » syriennes ne bougent pas. Bien entendu, ce deal ignoble ne mettra pas fin aux passages illégaux : cela les rendra plus longs, plus chers et surtout plus mortels... Enfin, toute négociation sans la participation de véritables représentants du peuple syrien ne pourrait aboutir qu'à une solution imposée par en haut, une solution qui serait surtout illégitime.

D'Istanbul, Sanem Öztürk
(traduit par Ross Harrold)

« LES DYNAMIQUES, ASPIRATIONS ET REVENDICATIONS SOCIALES SONT TOUJOURS PRÉSENTES »



DR

Tu étais l'un des porte-parole de la révolte de Gezi en 2013. Que reste-t-il aujourd'hui des dynamiques sociales qui l'ont créée ?

Le problème que l'on a vécu à Gezi a été qu'aucune direction, aucun leadership social, n'a réussi à s'en dégager. Nous en payons encore aujourd'hui les frais. Les dynamiques, aspirations et revendications sociales sont toujours présentes, avec toutefois le fait qu'il est devenu pratiquement impossible de les exprimer aujourd'hui. Les millions de personnes qui se mobilisèrent lors de Gezi restent maintenant chez eux, et depuis le massacre d'Ankara du 10 octobre 2015 lors du meeting pour la paix, il n'y a plus de mobilisations massives dans les centres-villes, à part de petites déclarations de presse. Mais cependant, il est évident que l'indignation face à l'autoritarisme islamiste-néolibéral s'est amplifiée.

Entant qu'avocat activiste, comment considères-tu l'arrestation des journalistes du quotidien Cumhuriyet ?

Entretien. Avocat, **Can Atalay** est porte-parole de « Solidarité pour Taksim » et secrétaire général de l'Association pour les droits sociaux.

Leur arrestation, même dans le cadre du code pénal que la gauche critique fortement depuis longtemps, est inacceptable. Une interprétation aussi arbitraire du code pénal et le recours à un rapport d'expertise totalement illégal – dont on refuse d'ailleurs de donner un exemplaire aux suspects – sont les signes concrets d'une véritable menace fasciste. Les disciples de Gülen infiltrés dans l'appareil judiciaire étaient spécialistes dans l'invention de fausses preuves. Les procureurs de l'AKP, qui ne sont rien d'autre que leurs jumeaux, ne s'embarassent même plus de créer des preuves un tant soit peu crédibles. Ils mènent une lutte idéologique acharnée pour réaliser un jugement reposant sur des preuves qui n'en sont pas.

Tu es en même temps dans la direction de l'Association des droits sociaux. Pourrais-tu nous faire part de vos activités ?

Notre association a été fondée dans le but de rendre visible les atteintes aux droits des travailleurs et d'œuvrer à ce que les combats pour les droits sociaux occupent une place prépondérante dans l'actualité du pays. En ce moment, nos camarades sont engagés dans la campagne « nous ne sommes pas votre projet » qui n'est que

l'expression concrète de la revendication pour un enseignement égalitaire, public et laïque. Nous organisons aussi la solidarité avec les familles des 11 filles mortes brûlées lors d'un incendie dans un foyer étudiant géré par une secte islamique, afin que les responsables soient jugés. Nous préparons aussi une rencontre entre les familles des travailleurs décédés dans la mine de Soma (à l'ouest du pays) et ceux de Şirvan (à l'est, dans la région kurde) pour affirmer la fraternité des travailleurs. Après le massacre de Soma où 301 travailleurs sont morts, la gauche radicale a contribué à l'organisation d'une avant-garde ouvrière très limitée, sans pour autant réussir à mener une véritable activité syndicale. Toutefois il existe un mouvement social dont nous faisons partie, ayant des rapports très proches, très intimes avec les familles de Soma et qui mène une lutte au niveau juridique pour de véritables acquis pour la santé et la sécurité des travailleurs. Et pour finir, nous avons organisé cet été, et dans des conditions de tentative de coup d'État, notre deuxième école d'été pour les enfants des mineurs à Soma. Une expérience qui nous a redonné de l'espoir, ce dont on a profondément besoin de nos jours...

Propos recueillis par Uraz Aydin

VERS LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ?

L'AKP prétendait élever la Turquie au rang des dix plus grandes puissances économiques du monde et a renforcé sa base sociale avec une promesse de croissance économique continue. Mais la période récente voit une nouvelle crise se profiler.

La conjoncture, à la fois internationale et nationale, aidant, l'AKP a tenu sa promesse : le taux moyen de croissance du PIB pour la période de 2003-2007 a été d'environ 7%. Après les deux années de crise où le PIB n'a progressé que de moins de 1% (2008) et encore rétréci d'environ 5% (2009), il y a eu une reprise économique pendant deux années de suite : le taux de croissance a été de 9,2% en 2010 et de 8,8% en 2011. Cependant, la croissance a commencé à baisser et s'est stabilisée entre 2 et 4% depuis 2012.

Un capitalisme de connivence

Le mode d'accumulation, le capitalisme de connivence, que l'AKP a choisi et consolidé après ses premières années au pouvoir, est basé sur la consommation intérieure et sur le secteur du bâtiment et des grands travaux publics. Ce modèle dépend d'un apport annuel de capital d'environ 40 milliards de dollars. Outre les capitaux étrangers, de l'argent – dont la source n'est pas identifiable (très probablement en provenance des comptes bancaires des patrons turcs à l'étranger et des États arabes du Golfe) – fournissait la source par laquelle l'AKP a pu distribuer des appels d'offres lucratifs à ses partisans dans les milieux d'affaires. Toutefois, ces ressources ont principalement servi à soutenir

la demande intérieure, au financement de prêts à la consommation et à des secteurs qui n'entraînent aucun gain de devises, comme la construction. L'épargne intérieure a également reculé de 22% à 15% du revenu national. Le commerce extérieur est déficitaire. En conséquence, le déficit extérieur courant de la Turquie est devenu un problème chronique. Le stock de dette extérieure (dont 40% est à court terme) a atteint près de 60% du produit intérieur brut.

Dépendance vis-à-vis des capitaux extérieurs

La dépendance vis-à-vis des capitaux extérieurs fragilise l'économie turque. Une large part de ces capitaux sont spéculatifs. Dans les derniers mois, la décision de la Réserve fédérale américaine de hausser ses taux d'intérêt étant devenue imminente d'une part, et les risques politiques et géopolitiques croissant de l'autre, ont amené les investissements de portefeuilles à sortir du pays à un rythme accéléré. Et la chute libre de la livre turque a commencé.

La hausse des taux de la Banque centrale turque (pour limiter les sorties de capitaux) poussera l'économie à se contracter. Le dollar plus cher entraînera inévitablement l'inflation des coûts par l'augmentation des prix des biens importés (matières premières, biens intermédiaires), ce qui amènera

la Banque centrale turque à de nouvelles hausses de taux.

Boom du chômage !

Le chômage au sens large a augmenté de 10% en août 2016 par rapport à la période précédente. La proportion de jeunes et de femmes au chômage est supérieure à la moyenne. Ce sont les pires scores des six dernières années. Au cours de la dernière année, un demi-million de personnes de plus sont sans emploi.

Il y a officiellement en Turquie 18 millions de salariés, dont seulement 3 millions dans le secteur public, et seulement 10% sont syndiqués dans le secteur privé. Seuls un tiers de ceux qui sont membres de syndicats ont droit à la négociation collective. Et la majorité écrasante des syndiqués appartiennent à des syndicats de droite ou contrôlés par le gouvernement.

À un moment où le chômage et l'inflation augmentent, les difficultés économiques vont peser sur la capacité de l'AKP à poursuivre son programme d'assistance sociale (dont bénéficient environ 10 millions de personnes) qui est le pilier de sa légitimité.

Tous les éléments sont donc présents pour qu'une crise économique et sociale éclate. Pourtant, Erdogan les voit comme le produit d'un complot international contre lui... **D'Istanbul, Masis Kürkçügil**

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE QUI ALIMENTE LA SITUATION INTÉRIEURE

Erdogan a adopté depuis un certain temps une attitude sévère à l'encontre d'acteurs réels ou imaginaires, allant du Conseil de sécurité de l'ONU aux autorités de l'Union européenne... bref, à l'encontre de l'Occident en général, qu'il tient pour responsable de tous ses échecs.

Il peut aisément parler de l'adhésion prochaine de la Turquie à l'Organisation de coopération de Shanghai, alors que le pays n'a pris aucune disposition pour anticiper un départ éventuel de l'Otan et que l'Europe représente la moitié de son commerce extérieur. À l'heure actuelle, les seuls pays qu'il ne critique pas sont les États arabes du Golfe et la Russie. Quant aux relations avec Israël auquel il était prêt à déclarer la guerre, elles se sont parfaitement améliorées... Erdogan, qui s'attribue un rôle impérial au Moyen-Orient, affirme avec un discours de plus en plus nationaliste et islamiste que la Turquie est confrontée à un complot international. Il conteste le Traité de Lausanne qui constitue le fondement et la légitimité internationale de la République de Turquie et revendique des sphères d'influence à l'Est et à l'Ouest. Suite à l'affaiblissement des relations avec l'UE et au soutien donné par les États-Unis aux forces kurdes en Syrie (YPG-PYD),

il vise à un rapprochement avec la Russie, avec laquelle pourtant toutes les relations bilatérales étaient suspendues après qu'un avion chasseur avait été abattu en novembre 2015. La Russie, qui a vu une opportunité pour faire une brèche dans l'Alliance atlantique, n'est pas restée indifférente aux efforts de la Turquie, et les relations ont commencé à s'améliorer. En conséquence, le gouvernement turc a obtenu une autorisation partielle de la Russie pour entrer en Syrie et avance maintenant jusqu'à la porte d'Alep.

Pouvoir régional et affirmation nationale

Au début du « printemps arabe », les Frères musulmans semblaient avoir une influence sur le processus révolutionnaire et Erdogan espérait assumer un jour la direction de cette organisation politique transnationale. Mais l'influence des Frères musulmans dans la région a disparu, et Erdogan s'est trouvé tout d'un coup confronté à une ceinture kurde apparue dans

le nord de la Syrie. Erdogan, qui avait misé sur les groupes djihadistes pour contrecarrer à la fois les Kurdes et Assad, a été déçu par l'affaiblissement de ces groupes et par la quasi-inexistence de l'Armée syrienne libre à la frontière turque, amenant son armée en Syrie, cela bien entendu avec l'accord de la Russie.

Néanmoins, étant donné qu'il est peu probable que Trump abandonne son soutien aux Kurdes, il est impossible qu'Erdogan, dont les attentes stratégiques sont très différentes de celles de la Syrie, de l'Iran et de la Russie, puisse maintenir ses positions dans la région ou atteindre ses objectifs en travaillant avec les forces locales. Son discours, qui utilise une éventuelle vague de migrants en Europe comme moyen de chantage, vise principalement à consolider son pouvoir au niveau national. Cette politique étrangère fragile, qui accompagne une économie tout aussi fragile, se poursuit en faisant des zigzags inattendus. **D'Istanbul, Masis Kürkçügil**

NORMANDIE De nouveaux trains : à quel prix ?



Pour satisfaire les besoins de la majorité de la population ?

La région a commandé 40 trains pour remplacer les vieux trains Corail sur les lignes Paris-Rouen-Le Havre et Paris-Caen-Cherbourg. Fin du cauchemar pour les usagers ?

En tout cas une bonne nouvelle à court terme pour les travailleurEs de chez Bombardier, puisque le désordre de la production capitaliste et la priorité à la route (fret, cars Macron, voiture individuelle, etc.) ne permet pas de leur garantir l'emploi, alors qu'en plein réchauffement climatique, les carnets de commande de tous les constructeurs devraient déborder.

La région reçoit donc 720 millions d'euros de l'État. Un marché de dupes, car elle a désormais la charge de l'entretien, de l'amortissement et du remplacement. L'État paye pour 40 rames sur la base du plan de transport actuel, alors qu'il en faudrait au moins 44 quand le réseau sera désaturé par doublement des voies à partir de Mantes. Et, plus fort encore, l'État en profite pour se désengager, non seulement de la responsabilité de ces deux lignes mais aussi de trois autres de moindre importance ! Ainsi va le démantèlement du réseau public, dans la perspective de l'ouverture complète à la concurrence conformément aux directives de l'Europe du capital...

Coûteux, inutile et anti-écologique

Par ailleurs, les tensions sont fortes autour du tracé de la ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN), qui doit être décidé en 2017. La réduction du temps de trajet n'est que le paravent de tous autres intérêts. Dans sa contribution à l'enquête publique de 2011 (cahier d'acteur n°19), le NPA écrivait : « La LGV est un investissement coûteux, inutile et anti-écologique. La construction de cette ligne coûterait plus de 10 milliards d'euros et ne profitera pas à la majorité de la population, mais seulement à une petite minorité qui aura les moyens de se payer ce luxe. L'urgence, ce sont des trains à l'heure, confortables et accessibles à tous, des rotations plus nombreuses, des embauches à la SNCF. »

L'ouverture prochaine de la LGV Tours-Bordeaux est une confirmation : 300 km de grands travaux anti-écologiques pour gagner à peine 1h10 sur Paris-Bordeaux, 8 milliards pour une ligne concédée à 70% au groupe Vinci sous le nom de Lisea pour 44 ans. Sa filiale Méséa en aura l'exploitation et la maintenance, la SNCF payera un droit de passage. Tout cela alors que des lignes ferment ou que le réseau existant nécessite un investissement urgent !

CorrespondantEs Seine-Eure

1 - http://cpdp.debatpublic.fr/cdpdp-lnpn/site/DOCUMENTS/CAHIER_ACTEUR_DETAIL6258.HTM?id=21

PARTICULES FINES

Pic de pollution ou pollution chronique : ne pas s'y habituer !

Il suffit qu'un anticyclone s'attarde un peu, que le vent refuse d'assurer le service de nettoyage, et l'état de dégradation de l'air apparaît au grand jour. Les particules fines piégées sur le pays ont déclenché l'épisode de pollution le plus long, le plus intense, en hiver depuis 10 ans...

Alerte, avec son cortège de recommandations, ne doit pas être banalisée. La qualité de l'air que nous respirons continuera à se dégrader si des mesures drastiques ne sont pas prises rapidement.

Les particules fines, qu'est-ce que c'est ?

Ce sont des polluants infimes liés aux activités humaines (chauffage, circulation, agriculture, industrie...) qui se mesurent en micromètres. D'un diamètre inférieur à 10 micromètres (PM10, le diamètre d'un cheveu) ou inférieur à 2,5 micromètres (PM2,5, la taille d'une bactérie), ces particules pénètrent profondément dans l'appareil respiratoire et autres organes, et augmentent les risques d'affections cardiovasculaires et de cancers du poumon.

Ainsi, selon une étude de Santé publique France, elles retirent deux ans d'espérance de vie, ou pire, sont responsables de 48000 décès par an.

Allo tonton, pourquoi tu tousses ?

Dans certaines villes, les services de l'État ont donc mis en place la circulation alternée - inefficace, arbitraire, trop limitée par trop de dérogations - et ont recommandé l'utilisation des transports en commun qui, pour l'occasion, étaient gratuits. Tiens, tiens ! Dans ce cas, pourquoi ne pas financer la gratuité toute l'année, si elle permet de diminuer l'utilisation de la voiture, puisque l'on sait que la pollution chronique est aussi dangereuse que les pics de pollution ?

Le NPA ne cesse de le dire : la gratuité des transports en commun est une mesure possible économiquement, indispensable écologiquement. Pour la financer, il suffit de transférer les crédits servant à construire routes,



autoroutes, roclades, viaducs, parcmètres, parkings... sur les modes de déplacement moins émetteurs de particules et de CO₂, donc moins nocifs.

Décréter l'état d'urgence... climatique !

Alors que l'état d'urgence sécuritaire vient encore d'être prolongé, rien de sérieux n'est fait pour promouvoir un état d'urgence climatique et humanitaire. Il faut stopper les projets inutiles : échangeurs, kilomètres de routes, de viaducs, d'autoroutes ou aéroports prétendument indispensables au développement économique.

L'urgence, c'est de renverser la vapeur ! Tout pour le transport fluvial et ferroviaire (ce qui implique le refus du dépeçage de la SNCF par transfert des compétences aux régions), reconversion écologique de l'industrie automobile, transports collectifs gratuits... Dans le

domaine de l'habitat (construction, chauffage), il est urgent d'imposer un plan de rénovation et d'isolation pour diminuer l'impact sur l'environnement. De même dans l'agriculture, grande émettrice de CO₂ et de particules (engrais, pesticides), la reconversion vers l'agroécologie est à privilégier. Il faut arrêter des productions aussi inutiles que nuisibles (la publicité, l'armement, le nucléaire) et rapprocher les lieux de production des lieux de consommation.

Sortir du tout-voiture !

Le scandale des moteurs diesel montrait comment, au-delà du groupe Volkswagen, toute l'industrie automobile européenne dépassait les normes de pollution qu'elle était censée appliquer, cela avec la complicité de la Commission européenne et des différentes administrations nationales. Ainsi, l'ONG Transport et environnement a divulgué des résultats jamais contestés. La triche des constructeurs automobiles avec les « normes » est de notoriété publique. Ces normes sont le résultat de négociations secrètes entre pouvoirs publics et industriels, un compromis entre la capacité des firmes automobiles à réduire la pollution et la préservation de leur rentabilité financière. Pourtant l'industrie

automobile pourrait être reconvertie pour fabriquer autre chose : des bus, des trains, des éoliennes...

La voiture électrique n'est pas une solution. En France où l'électricité est à 75% d'origine nucléaire, la voiture électrique ne peut pas être appelée « voiture propre ». Les déchets nucléaires, les batteries, c'est propre ça ? Dans le meilleur des cas, un véhicule électrique a une autonomie de 200 km, cela sans parler de son bilan carbone qui n'est intéressant qu'à partir de 60000 km. Et elle ne peut être une solution pour les ruraux qui, faute de transports collectifs suffisants, sont obligés de se déplacer en voiture.

Ne les laissons pas décider pour nous !

Toutes ces questions doivent être discutées par la population, producteurs, consommateurs et usagers. Les gouvernements sont incapables car leurs schémas de développement passent forcément par les énergies fossiles, l'épuisement des ressources naturelles et la croissance à tout prix. Représentant les grandes firmes, ils sont disqualifiés pour régler l'urgence climatique. Ne comptons que sur nous-mêmes et sur nos mobilisations.

Commission nationale écologie

GRAMAT (46) L'usine aux 1 million et demi de canards

Ces palmipèdes sont abattus et transformés chaque année à Gramat par la Coopérative agroalimentaire Capel. Et maintenant, dans un des départements les moins peuplés de France, l'entreprise Bioquercy veut y implanter une unité de méthanisation pour traiter 47000 tonnes de déchets organiques par an...

Problème : les 1,5 million de canards n'en fourniront que 20%. Alors, pour faire tourner la boutique, Bioquercy veut faire venir des cinq départements limitrophes du fumier, du lisier, des boues de stations d'épuration, des déchets d'industrie agro-alimentaire... convoyés à Gramat par 5000 camions par an. Bruit, pollution, nuisances olfactives, encombrement des routes 24h/24, travaux de renforcement des routes et ponts sur

fonds publics, et au niveau économique, seulement 2 ou 3 emplois créés et une vente d'électricité qui rapportera uniquement à la société Fonroche !

À la sortie de l'usine, du « digestat » : 45000 tonnes par an, contenant de l'azote, mais aussi des métaux lourds, des résidus de médicaments, d'antibiotiques... Il est prévu de répandre ce « digestat » dans les prés, les champs et sur le Causse, sur les terres de 72 exploitations dans un



À Gramat, tout le monde n'apprécie pas... DR

rayon de 30 km autour de Gramat. Les sols karstiques de la région étant extrêmement perméables, les nappes phréatiques apprécieront ! Les études hydrogéologiques n'ont pas été rendues à temps... Mais

de toute façon, le décret préfectoral définissant la zone d'épandage ne les a pas prises en compte.

Un tour de passe-passe

Le tout a été décidé et programmé en catimini, sans aucune publicité auprès des populations concernées qui, du coup, n'ont pas participé à l'enquête préalable.

Ce qui aurait pu passer au début pour une idée pas trop bête, avec un bel alibi de transformation énergétique - produire de l'énergie avec des déchets locaux (si on fait abstraction de la nature de ces déchets) - se transforme une fois de plus en tour de passe-passe où les populations locales subissent et ne décident pas.

Un comité anti-usine de méthanisation est en train de prendre forme et une pétition est en ligne¹.

Commission nationale écologie

1 - <http://bit.ly/2WDMz5>

LA POSTE

La grève du 8 décembre ne doit pas rester sans suite !

La logique du profit régit totalement La Poste, avec des conséquences dévastatrices pour les travailleurEs de cette entreprise. Depuis 2012, il y a eu 28 suicides de collègues. Au moins 9 sont directement liés aux conditions de travail au sein du groupe...

Normal dans une entreprise qui a supprimé entre 2002 et 2012 plus de 100000 emplois. Et ça continue : en 2016, ce sont 7656 emplois qui ont été supprimés. Pendant ce temps, l'État « assiste » généreusement les patrons de La Poste en offrant 350 millions d'euros au titre du CICE (Crédit impôt compétitivité emploi) en 2015... Sans aucune garantie d'embauche derrière bien sûr !

Pire, c'est l'explosion du recours au travail précaire, avec toutes sortes de contrats aidés et de boîtes d'intérim. On peut donc remercier les gouvernements successifs. Cette attaque contre La Poste n'est pas sans conséquence sur la qualité du service public rendu. Plus de 7000 bureaux ont déjà été fermés ces 10 dernières années en zone rurale et La Poste réfléchirait à faire de même d'ici 2020 en zone urbaine.

BANQUES Derrière les suppressions d'emplois, la «silicolonisation» du monde

Entre 2008 et 2015, trois grandes banques françaises, la Société Générale, BPCE et le Crédit Agricole ont supprimé 62303 emplois. Dans le même temps, BNP Paribas créait 15889 emplois, le Crédit Mutuel 13192 et la Banque Postale 961¹.

Le cas de BNP doit être relativisé car ce groupe a perdu des emplois depuis 2009. En net, ce sont plus de 30000 emplois qui sont partis en fumée. La cause est à rechercher dans les pratiques spéculatives des banques qui ont fait payer à leur personnel les pertes, enregistrées notamment aux États-Unis avec les subprimes et en Grèce avec l'explosion de la bulle de crédit immobilière. La Banque Postale, banque publique, et le Crédit Mutuel, banque mutualiste, plus prudentes et plus respectueuses de la déontologie sont les seules à tirer leur épingle du jeu. Mais dans toutes les banques sans exception, la pression commerciale et la course au benchmark sont devenues la règle et les risques psychosociaux explosent. Ce mouvement de casse sociale n'est pas propre à la France, car tous les pays ont adopté le même modèle bancaire, celui d'un groupe où coexistent une banque d'affaires et une banque de détail, la seconde au service de la première. Déjà en 2015, les grandes banques européennes avaient annoncé la suppression de 135 000 postes. HSBC, premier groupe bancaire européen, envisageait de supprimer à lui seul 50 000 postes d'ici 2017. Aujourd'hui, au prétexte de l'entrée dans le monde digital, les banques françaises s'apprêtent à opérer une nouvelle saignée. La Caisse d'Épargne de Midi-Pyrénées a annoncé d'ici 2020 la fermeture de 35 agences, soit une réduction de 17% de son réseau. Entre 2010 et 2020, c'est plus de 29% de son réseau qu'elle aura supprimé pénalisant les personnes âgées et à revenus modestes.

Vers le technolibéralisme

Le digital, présenté comme un horizon inéluctable et une opportunité, recouvre en réalité comme l'a très bien analysé Éric Sadin, la mise en place d'un capitalisme d'un nouveau type, un technolibéralisme qui, via les objets connectés et l'intelligence artificielle, entend tirer profit du moindre de nos gestes. Pour cet auteur, « au-delà d'un modèle industriel, c'est un modèle civilisationnel qui s'instaure, fondé sur un accompagnement algorithmique tendanciellement continu de nos existences. »² Plus que jamais, il s'agit de mettre au pas la finance en faisant du secteur de la banque et de l'assurance un véritable service public par la socialisation de l'intégralité de ce secteur. Les syndicats doivent prendre toute leur place dans ce combat. Sud Solidaires BPCE a déjà proposé à toutes les organisations syndicales du groupe de s'associer à son combat contre la souffrance au travail, tout en poursuivant inlassablement son action d'information et de sensibilisation auprès d'un personnel qui doit enfin ouvrir les yeux et prendre en main son destin.

Patrick Saurin
(porte-parole de Sud Solidaires BPCE)

1 – Source SECAFI et l'auteur.

2 – Éric Sadin, *La Silicolonisation du monde*, Paris, éditions L'Échappée, 2016, pp. 28-29.



Pas mieux! PHOTO THÈQUE ROUGE / CHRISTIAN

LA PLAINE-SAINT-DENIS (93)

Pour les expulsés, la réponse brutale du pouvoir

L'État a cru en avoir fini avec les réfugiés sur Paris par l'intervention policière, le démantèlement des campements de Jaurès et Stalingrad et la création du centre de tri de la Chapelle par la mairie de Paris. Mais la dispersion ne fait pas la disparition...

Et les centres d'accueil sont très insuffisants par rapport à la demande. Nombre de réfugiés se sont présentés à la Chapelle plusieurs jours de suite, en espérant une place, mais ils ont été chassés par la police qui les a dispersés. Faute de mieux, les campements se reconstituent puisque l'accueil n'est pas assuré, puisque la rue est le seul espace toléré et provisoire où les réfugiés peuvent vivre. C'est ainsi que des migrantEs se sont installés au nord de la Chapelle, sur le terre-plein central de la couverture de l'autoroute A1 qui traverse La Plaine-Saint-Denis. Des dizaines de tentes, plusieurs centaines de personnes. Ces nouveaux campements viennent en rejoindre un autre, celui des expulsés de l'immeuble situé au 168 de l'avenue Wilson. L'expulsion a eu lieu le 25 août, et les habitantEs

– qui ont tout perdu à cette occasion – ont choisi de rester devant l'endroit où ils ont vécu, certains depuis de nombreuses années, où leurs affaires ont été séquestrées dans les appartements murés par l'huissier.

La solidarité, malgré tout...

Les histoires ne sont pas les mêmes, mais le mépris, le cynisme des autorités sont bien partagés. Le préfet du 93 a déclaré que les campements de La Plaine étaient dans le «viseur»! «La réponse sera assez ferme», a-t-il ajouté. Comme elle l'a été pour le camp Rom des Joncherolles, au nord de Saint-Denis, démantelé jeudi dernier...

La police est intervenue lundi matin sur le campement du 168 Wilson, bloquant les habitantEs dans leur tentes, puis les «nassant» brutalement pour un contrôle d'identité, délivrant des OQTF à ceux

qui ne pouvaient présenter de papiers. Cette réponse policière du pouvoir n'est pas étonnante quand on sait que le député local est... Bruno Le Roux, le nouveau ministre de l'Intérieur. On peut donc s'attendre à une intervention du même type sur les autres campements dans les jours qui viennent. Grâce à la détermination des expulsés, des réfugiés, la solidarité se développe. Un collectif de soutien très large s'est constitué. Des voisins solidaires revendiquent leur soutien qui prend de multiples formes, collectes, petits-déjeuners, installation d'un barnum, mais aussi politique, ce qui contraint la municipalité, bien frileuse, à se bouger un minimum. Et c'est bien la seule façon de peser sur ce pouvoir afin de lui imposer le respect du droit au séjour, au logement, à la dignité humaine qu'il a complètement oublié.

JMB

HÔPITAUX

L'AP-HP brûle-t-elle?

Plusieurs conflits ont éclaté à l'Assistance publique – hôpitaux de Paris (AP-HP), l'établissement public régional de santé de la région parisienne...

À la maternité de Tenon (Paris 20^e)

Onzième jour de grève pour les personnels de la maternité de Tenon contre des conditions de travail dégradées par les travaux dans la maternité et la réorganisation du service. La fusion des métiers d'auxiliaire de puériculture et d'aide-soignant, qui deviendraient des «aides de maternité» interchangeable, est inacceptable pour les agents, d'autant qu'il n'y aurait qu'une seule sage-femme ou infirmière chargée de prendre en charge 21 mamans et 21 bébés.

Pendant l'année 2016, 1900 accouchements ont été réalisés à la maternité de Tenon. Pas assez pour la direction qui affiche un objectif de 2700 en 2017 et 3500 ensuite pour absorber une partie des naissances de l'ancienne maternité Saint-Antoine fermée en 2011. Et tout cela sans nouveaux recrutements!

Les personnels ont établi une caisse de grève et une pétition à signer¹.



En 2015, l'AP-HP était dans la rue. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

À Avicenne (Bobigny, 93) et Jean-Verdier (Bondy, 93)

Depuis un mois, les personnels de nuit d'Avicenne sont en grève contre un projet modifiant leur roulement de travail, imposant les jours de repos, obligeant à «tourner» sur tous les services aux pathologies différentes. Les cadres de jour auraient à s'occuper, en plus, des équipes de nuit. Ce projet, qui diminuerait également le salaire des agents par la réduction de week-ends travaillés, aggraverait leurs conditions de travail et détériorerait la qualité de prise en charge des patientEs.

En grève, ils sont allés informer leurs collègues de Jean-Verdier... qui les ont rejoints dans le mouvement. Leur prochaine étape étant de convaincre ceux de René-Muret (Sevran, 93). Leurs actions – comme l'invasion de réunions institutionnelles ou la création d'une page Facebook («Duracels Avicenne») – sont auto-organisées, et des «AG de la colère» se tiennent tous les mardis.

À Antoine-Béclère (Clamart, 92)

L'augmentation des passages aux urgences est de 2% depuis 2015. Une fois de plus, le 8 décembre, 29 patientEs étaient couchés sur des brancards dans les couloirs, avec toilette intime... sans intimité!

Les effectifs de soignants n'augmentant pas, voire diminuant à certains moments, les personnels des urgences ont donc voté la grève, et leur première action a été de s'adresser par tract aux usagerEs du tramway.

CorrespondantEs

1 – <https://www.change.org/p/>

direction-de-l-hopital-tenon-la-maternité-de-tenon-à-besoin-de-vous

La multiplication des suicides, et surtout leur médiatisation, a contraint La Poste à faire mine de prendre en compte l'urgence sociale. Elle a donc décidé d'ouvrir des négociations au courrier. Certaines directions syndicales ont trop vite crié à la victoire et à un pseudo gel des réorganisations. En réalité, rien de tel : les projets de suppressions d'emplois continuent d'avancer, ce ne sont que leurs mises en place effectives qui sont repoussées à la fin des pseudo négociations. Pire, la direction prend prétexte de ces négociations pour déployer dans l'accord proposé tout son arsenal stratégique... avec toujours plus de réorganisations.

Un réel point d'appui

La CGT et SUD, rejoints par l'UNSA, ont donc quitté la table des négociations et ont appelé jeudi dernier à une journée tous métiers de grève nationale. La dernière

grève de ce type datait de 2009. La Poste a annoncé un chiffre de grévistes volontairement minoré de moins de 5% : elle prend en compte les effectifs globaux (y compris les agents en vacances, repos ou malades ce jour-là...). Le décalage avec les chiffres observés sur certains services par les syndicats par rapport à ceux de la direction peuvent atteindre jusqu'à 30%! Il est évident que la grève a mieux fonctionné là où un travail militant préalable avait été effectué, mais aussi sur les sites visés par des projets de réorganisation. Cependant, il n'y a pas eu de raz-de-marée.

Cela s'explique en grande partie par les tergiversations pour annoncer publiquement cette date de grève. Pour autant, le 8 décembre est un réel point d'appui. Il y a eu des rassemblements dans plusieurs dizaines de directions départementales. Cela a aussi été l'occasion d'activer des

intersyndicales départementales, parfois plus larges que la simple intersyndicale nationale. Mais surtout ce 8 décembre, au-delà des postierEs, tout le monde a entendu parler de l'urgence sociale que traverse l'entreprise. Et le lendemain, des centaines d'usagerEs ont exprimé leur soutien aux facteurEs et guichetierEs. Cette journée a donc donné confiance et rompu l'isolement. Mais il faut proposer des perspectives, d'autant plus que la direction se voit contrainte de concéder un petit recul (mais un recul quand même) en repoussant la date de fin des négociations sur le projet d'accord, actuellement en discussion, du 19 décembre au 12 janvier. Dès à présent, l'intersyndicale nationale doit annoncer des actions et grèves pour ce 12 janvier, et une grève tous métiers avec montée nationale à Paris fin janvier début février. Des échéances qui pourraient devenir des succès importants



À Paris le 8 décembre, les postierEs en grève rassemblés devant le Sénat. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

si elles étaient connues des travailleurs de La Poste dès maintenant pour permettre aux équipes locales de mobiliser largement. Cela pourrait avoir un impact d'autant plus important si cette grève se combinait avec

un soutien des usagerEs et de l'ensemble de la population qui, à maintes reprises, ont exprimé leur attachement à un service postal public et de qualité.

Olivier Roman

BRÉSIL L'unité bourgeoise peut-elle sauver le gouvernement Temer?

Le gouvernement Temer n'a jamais été un gouvernement légitimé par le peuple: la majorité ne voulait pas continuer le gouvernement de Dilma Rousseff, mais ne voulait pas non plus Temer comme président. Et son usure augmente de façon spectaculaire depuis la mi-novembre.

Le 18 novembre, le ministre de la Culture, Marcelo Calero, a démissionné. Il a expliqué publiquement ensuite qu'il l'a fait parce qu'il n'a pas accepté les pressions de l'un des ministres les plus proches de Temer, Geddel Vieira Lima, et du président lui-même, pour intervenir en faveur d'un projet immobilier de luxe auquel Geddel s'intéressait, contre l'avis des experts d'un organisme relevant du ministère de la Culture. Ce projet compromettait le patrimoine historique de la ville de Salvador. Le scandale a forcé Geddel à démissionner le 25 novembre. Cependant, il était évident que Temer lui-même a essayé d'utiliser sa position pour bénéficier des intérêts privés d'un ami, ce qui est un motif suffisant pour sa destitution d'après la Constitution brésilienne. Sur les réseaux sociaux, il y avait plus d'un demi-milliard de messages commentant négativement le «cas Geddel» et la participation de Temer. Le 27 novembre, des manifestations «Temer dehors!», ont eu lieu dans plusieurs villes, dont 40 000 personnes à São Paulo.

Le 1^{er} décembre, le président du Sénat, Renan Calheiros, lui aussi du PMDB, a été mis en accusation dans un des 12 procès (!) pour corruption contre lui. Suivant la Constitution, il aurait dû perdre la présidence du Sénat. Cependant, on craignait que son départ entraîne le report du vote (prévu pour le 13 décembre) de l'amendement à la Constitution qui limite les dépenses non financières du gouvernement fédéral pour les 20 prochaines années: la mesure antipopulaire «contre la crise» la plus importante préconisée par le capital financier et par toute la bourgeoisie brésilienne. Sous la forte pression de la bourgeoisie, la majorité de la Cour suprême a donc «réinterprété» la Constitution: Renan Calheiros a été retiré de la «ligne de succession» officielle de la présidence... mais il reste président du Sénat! Même les grands médias brésiliens, dans une large majorité favorable à cet amendement constitutionnel, a considéré cela comme une violation de la Constitution.

Jusqu'au bout?

Le 9 décembre, les médias ont divulgué la première «delação premiada», déclaration faite par l'un des 77 dirigeants de la société de construction Odebrecht (la plus grande entreprise de construction du Brésil... et la plus impliquée dans les affaires de corruption de l'opération Lava Jato). Cette délation frappe directement Michel Temer et tous les principaux dirigeants du PMDB. Elle implique aussi d'autres partis, dont le PT. Rappelons qu'il y aura encore 76 «delações premiadas» au contenu similaire!

Le mécontentement populaire grandit parce que la situation économique continue à se détériorer, et les mesures annoncées par le gouvernement Temer ont un caractère antipopulaire évident. Et, bien sûr, il y a la corruption. Personne ne peut donc parier que Temer atteindra la fin de son mandat prévue fin 2018. Toutefois, s'il devait partir en 2017, la Constitution prévoit des élections indirectes (par le Congrès) pour un président afin de terminer le mandat. Mais la grande majorité de la population rejette également le Congrès... encore plus impopulaire que Temer! Cependant, aussi démoralisé que Temer puisse l'être, il dispose d'un point fort: le capital financier et l'ensemble de la bourgeoisie brésilienne veulent qu'il termine le sale boulot dans la défense de leurs intérêts. Ils veulent donc le garder au moins jusqu'en 2017, comme ils ont voulu garder Renan Calheiros en tant que président du Sénat. Et si les mobilisations de résistance contre les attaques faites au peuple ne se transforment pas en une explosion d'indignation populaire, Temer restera président.

De São Paulo, João Machado



Temer dehors! DR

IRAK L'offensive militaire sur Mossoul avance, les problèmes politiques persistent

Lancée le 17 octobre dernier par une coalition, l'offensive visant à reprendre la ville de Mossoul à Daesh se poursuit avec des combats féroces.

Cette offensive est menée d'un côté par les forces armées irakiennes et les milices paramilitaires du Hachd al-Chaabi («mobilisation populaire»), en majorité constituées de groupes fondamentalistes chiites proches de la République islamique d'Iran, et de l'autre par les forces kurdes peshmergas de Barzani (dirigeant de la région autonome kurde en Irak), forces assistées par le gouvernement turc. Environ 100 000 combattants participent à l'opération. Ces forces ont le soutien aérien de la coalition internationale sous la direction des États-Unis, qui bombardent des positions de Daesh en Syrie et en Irak depuis août 2014. Cette coalition est coupable de nombreuses bavures, causant la mort de plus de 1900 civils dans les deux pays depuis le début des frappes.

Opérations militaires et urgences humanitaires

Les djihadistes de Daesh offrent néanmoins une résistance acharnée: attaques-suicides, camions piégés, tireurs embusqués, dissimulation d'explosifs dans les maisons et immeubles. Presque 2000 combattants participant à cette offensive sont morts au mois de novembre. Dans le même temps, 926 civils ont également été tués en Irak dans des attentats et affrontements armés durant le mois passé. Depuis le lancement de l'offensive à Mossoul, 90 000 civils ont fui les combats, tandis que plus d'un million de personnes habitent toujours la grande métropole du nord de l'Irak. Au niveau militaire, Daesh a dû se retirer des villes de Tikrit, Ramadi et Falloujah depuis le début des opérations. Avec l'arrivée de l'hiver, la ville étant complètement encerclée par l'armée



Face aux blindés, Daesh recule, mais rien n'est réglé... DR

irakienne et ses alliés, les problèmes humanitaires s'intensifient à Mossoul. Les agences des Nations unies ont distribué pour la première fois le 8 décembre de l'aide dans les régions à l'est de la ville qui viennent d'être libérées des forces de Daesh, mais elles ont presque été dépassées par les résidents souffrant d'une pénurie aiguë de nourriture, de carburant et d'eau, et souvent piégés depuis plusieurs jours dans leurs maisons par les combats.

Des problèmes structurels toujours présents

L'offensive actuelle pour éliminer Daesh n'efface pas les problèmes structurels en Irak. Des chefs de tribus sunnites, réunis le 30 novembre à Shayyallah al-Imam (un village près de Mossoul), et dont les hommes participent à l'offensive sur Mossoul au sein des brigades des «Lions de l'unité du tigre», ont exprimé la nécessité de réformer le système politique irakien

une fois Daesh défait et d'aller vers une forme de fédéralisme. Durant cette réunion, ils ont aussi réaffirmé leur méfiance envers le gouvernement irakien actuel et la classe politique du pays en général.

Fin novembre, une loi votée par la majorité du Parlement irakien (majorité dominée par les forces fondamentalistes chiites) a légalisé les milices paramilitaires du Hachd al-Chaabi. Les députés de confession sunnite ont boycotté cette séance du Parlement en s'opposant à l'existence de groupes armés en dehors de l'armée et de la police, coupables d'exactions contre des populations sunnites.

Les forces occidentales veulent rester en Irak

«L'offensive contre l'État islamique à Mossoul pourrait prendre encore deux mois, et même si le groupe est battu là-bas, il constituera toujours une menace pour l'Irak et les États occidentaux», a déclaré un commandant

de la coalition internationale dirigée par les États-Unis. D'ailleurs, le 11 décembre, huit personnes ont été tuées dans deux attentats à la voiture piégée dans la ville de Falloujah qui avait été reprise à Daesh. Les États-Unis ont déjà annoncé qu'il faudrait que les pays de la coalition internationale maintiennent une présence militaire en Irak, même après la fin de l'offensive de Mossoul. Un officier français en Irak, Olivier Lebas, a confirmé: «Il est vraiment important de rester aussi longtemps que nécessaire pour nous assurer d'éradiquer l'État islamique».

Comme nous l'avons déjà souligné, les stratégies militaires des États régionaux et internationaux sont pourtant vouées à l'échec sur le moyen et long terme¹. Daesh sera très probablement défait à Mossoul, mais il faut se rappeler que l'État islamique a été formé à partir des restes de combattants d'al-Qaïda... dont le groupe avait quasi disparu à la fin 2010 en Irak. Sans s'attaquer aux conditions politiques et socio-économiques qui permettent le développement de Daesh, sa capacité de nuisance ou celle d'autres groupes similaires sera maintenue. Une pancarte de manifestantEs irakiens durant les manifestations populaires de l'été 2015 défiant le système politique confessionnel et bourgeois du pays, avait bien mis en avant ce dilemme: «Le Parlement et l'État islamique sont les deux faces d'une même pièce»...

Joseph Daher

1 - <https://npa2009.org/actualite/international/contre-daesh-une-strategie-militaire-voue-e-lechec-politique>

USA Télé-réalité et Goldman Sachs à la Maison-Blanche...

Time Magazine a désigné Donald Trump comme personnalité de l'année 2016, «pour le meilleur ou pour le pire» explique le magazine... Il n'empêche que, quelles que soient ses réserves, le monde médiatique sait rendre hommage au gagnant.



Trump et son «chien fou», tout un programme... DR

ancien dirigeant de Goldman Sachs, a été nommé secrétaire au Trésor. Le nouveau secrétaire à la Défense sera James Mattis, général à la retraite surnommé «mad dog» (le chien fou) pour son sale boulot en Afghanistan et en Irak. Il sera le patron du Pentagone... et un des trois généraux de l'équipe Trump. Le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, Tom Price, est un farouche opposant à l'avortement et à l'Obamacare. Elisabeth DeVos, riche philanthrope conservatrice, est une partisane du droit à choisir entre école publique, privée ou enseignement à la maison. Elle est mariée à Dick DeVos, l'un des héritiers de Richard DeVos, la 88^e fortune américaine avec ses 5,4 milliards de dollars. Andrew Puzder, un patron de fast-food, sera ministre du Travail, et Scott Pruitt, propulsé à la tête de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA), est l'un des architectes de la bataille juridique menée contre

les quelques réformes engagées par Obama pour lutter contre le réchauffement climatique. C'est l'homme des compagnies pétrolières.

Pour les travailleurs, un scénario à écrire

Les banques se frottent les mains depuis l'élection de Trump. L'action Goldman Sachs a gagné 26%, et JP-Morgan Chase 19%. Leurs dirigeants ont bien compris que le baratin de Trump contre la finance n'était qu'un jeu de dupes. Toute sa politique, comme le fut celle d'Obama, sera à leur service pour tenter d'éviter un nouveau krach financier, dans la continuité mais en pire. Celles et ceux qui ont pris au sérieux les promesses de Trump sur l'emploi en seront pour leur frais. La démagogie protectionniste et anti-immigrés comme l'offensive réactionnaire à venir n'ont qu'un but: faire baisser le coût du travail pour renflouer les profits. Reste à la classe ouvrière, à tous les exploités, à écrire leur propre scénario.

Yvan Lemaître

Enfants et jeunesse

«Aider les enfants à réfléchir le monde, sans prêchi-prêcha»

Entretien. Auteur de livres pour enfants, **Henri Meunier** a notamment écrit *Au panier!*¹ et *Robank des bois*². Il revient pour nous sur les enjeux sociaux du livre de jeunesse à travers sa propre expérience.



partir de là, tu peux en faire ce que tu veux, la seule limite étant que l'éditeur apprécie ou pas. Moi j'essaie d'écrire des bouquins pour aider les enfants à réfléchir le monde, sans prêchi-prêcha, sans leur donner des idées prêtes-à-penser... parce que tout simplement cela ne sert à rien!

Dans certains de tes livres, certes tu ne défends pas des thèses mais on y trouve quand même une vision que l'on peut qualifier de politique sur l'ordre du monde, ses inégalités, ses injustices...

Il m'arrive de rebondir sur l'actualité. *Au panier!* est sorti la première fois il y a dix ans au moment où Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur (d'ailleurs représenté dans l'album), est allé chercher des gamins issus de familles immigrées dans les écoles pour les expulser. On avait franchi un cran insupportable.

Moi je ne suis pas militant politique, et donc je ne me donne pas les moyens de changer ce monde, je n'ai pas cette énergie-là. En revanche, mon métier d'auteur – exprimer une idée, une envie, une opinion – me permet d'en donner une vision, la mienne, et d'essayer d'ouvrir les questions de façon à ce que les gamins se forgent leur propre vision du monde.

Évidemment, face à des choses qui me révoltent et me dégoutent, comme dans *Au panier!* le fait que

refus, ce qui n'est pas un problème, tout ne mérite certainement pas d'être publié, mais j'en vis depuis 10 ans. J'écris aussi des BD.

Au-delà des représentations un peu caricaturales sur ce type de littérature, que peut-on raconter avec un livre pour enfants ?

Comme dans le reste de la production littéraire, il y a beaucoup de bouquins dont le contenu n'est pas très intéressant, et cela n'est donc pas propre à la jeunesse... Il y a 10% de la production qui est intéressante, le reste étant destiné au seul divertissement ou à l'éducation. On peut raconter tout ce l'on veut dans les livres jeunesse, mais tous les bouquins ne peuvent pas être édités chez tous les éditeurs... Ainsi, certains gros éditeurs grand public seront plus branchés par du storytelling à l'américaine ou des rééditions de Disney, mais d'autres sont dans une démarche plus littéraire. À

Comment devient-on auteur de jeunesse ?

Très basiquement, en écrivant des livres... C'est un métier où l'on produit nous-mêmes ce qui va nous permettre de vivre, et ensuite il faut le proposer aux éditeurs, il n'y a pas tellement d'autres façons de faire... Quand j'étais jeune, je n'étais pas très lecteur, je le suis devenu ado. Un jour, je suis tombé sur un album jeunesse, *Jojo la Mache*, que j'ai trouvé extrêmement brillant : en quelques mots, en quelques images, l'auteur, Olivier Douzou, y évoquait des grandes questions, la disparition, la mort, de façon très légère. Cette économie de moyen me parlait bien. Je me suis donc mis à lire de nombreux albums jeunesse, puis à en écrire. Ensuite, j'ai eu de la chance : j'ai envoyé 4 textes à l'éditeur avec lequel je voulais travailler, les éditions du Rouergue, qui en ont accepté un. Depuis, c'est un peu plus compliqué, car il peut y avoir des



l'on ne respecte pas la liberté de circulation, un des droits fondamentaux de l'homme inscrit dans une Convention que l'on a signée, c'est bien de donner aux enfants l'envie d'y réfléchir et d'en discuter entre eux. Ainsi, je montre la position schizophrène de la France, le pays des droits de l'homme qui foule aux pieds certains de ces droits de façon extrêmement violente. Dans les deux dernières pages, je montre que c'est une position obscurantiste, mais je m'arrête là, je ne vais pas plus loin. Et si les enfants ne sont pas d'accord, pensent autrement, grand bien leur fasse. Quelquefois, dans les classes où je peux être invité en tant qu'auteur, on a de vraies discussions, des gamins reprennent les idées de leurs parents... Le désaccord ne me gêne absolument pas du moment qu'il est exposé, que l'on en discute. J'essaie de ne pas asséner une vérité.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1 – Illustré par Nathalie Choux, éditions du Rouergue, 2016, 11,70 euros (chronique : <https://npa2009.org/idees/culture/au-panier/>)

2 – Illustré par Nathalie Choux, série «Les trop super», Actes Sud Junior, 2016, 10,90 euros

Cinéma

Ma'Rosa, Brillante Ma Mendoza

Avec Jaclyn Jose, Julio Diaz et Felix Roco. Sortie le mercredi 30 novembre

Dans un quartier pauvre de Manille, Ma'Rosa tient une petite épicerie. Pour faire vivre sa famille, elle complète ses revenus en revendant de la drogue. Il faut survivre, payer les études d'une des filles. Dénoncée, elle se retrouve avec son mari, Nestor, au commissariat. Là, les policiers leur mettent le marché en main : il faut payer ou aller en prison, ce qui serait dramatique pour les enfants. Comme l'explique le réalisateur dans une interview, les policiers préfèrent arrêter les trafiquants de drogue au début des week-ends : les tribunaux ne fonctionnant pas avant le lundi, cela laisse du temps pour négocier une libération contre de l'argent...

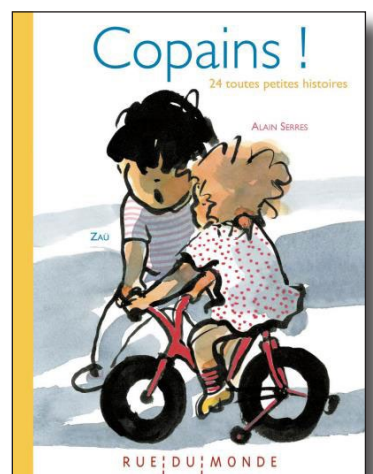
Les flics veulent 200 000 pesos (environ 4 000 euros), Ma'Rosa et Nestor donnent le nom de leur fournisseur de drogue. Les policiers lui extorquent violemment 150 000 pesos. Restent à en trouver 50 000. Les enfants se lancent dans une course éfrénée pour ramener l'argent par tous les moyens possibles.

Turné comme un documentaire, dans un vrai commissariat, caméra sur l'épaule, le film ne délivre aucune leçon de morale : la famille a pour seul horizon de se débrouiller pour survivre. C'est, selon le réalisateur, une histoire de gens ordinaires, comme 80% de la population philippine. L'actrice principale domine le film : Jaclyn Jose a obtenu le prix d'interprétation féminine à Cannes. Il y a dans le film un fatalisme de la misère et de la corruption, nulle révolte des personnages, ni de solidarité entre les pauvres. On est bien loin de Ken Loach. Une vision de la société qui peut déboucher sur diverses dérives : ainsi dans des interviews, Mendoza a marqué un soutien assez explicite au président philippin Duterte et à sa « guerre contre la drogue » qui a fait en quelques mois plusieurs milliers de morts, abattus sommairement par la police...

Henri Wilno



À lire, à voir...



Copains! 24 toutes petites histoires, textes d'Alain Serres et illustrations de Zaii

Rue du Monde, 2016, 22 euros. À partir de 3 ans

Pour les tout-petits, des histoires toutes petites mais qui collent à leur réalité quotidienne. Des enfants de leur âge dans les innombrables situations de leur existence, dont la logique échappe aux adultes mais où eux vont se reconnaître... La vie est plus grande quand elle se reflète dans les livres. Toutes ces petites histoires mettent en jeu au moins deux personnages de la « vraie » vie des tout-petits, les copains d'abord. Très sympa aussi pour les parents (et les grands-parents!). **Catherine Segala**



Le chat qui est chien, textes d'Alex Cousseau et illustrations de Charles Dutertre

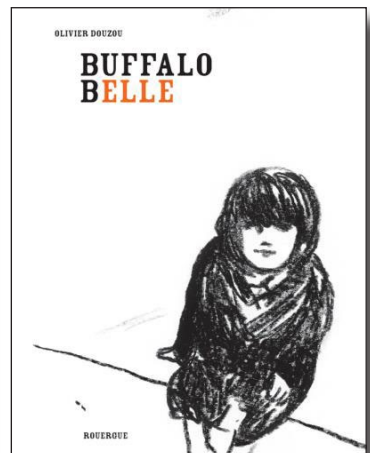
Éditions du Rouergue, 2016, 14 euros. À partir de 5 ans

Le chat sait qu'il est un chien, le roi sait qu'il est un ours... Ils devront aller du pays de Tout-est-possible au pays de Tout-reste-à-sa-place au pays de Tout-est-possible pour pouvoir vivre leur vraie vie. Une fable d'actualité sur la liberté et l'identité. **C.S.**

Des patates et des roses, Compagnie Jolie Môme

À partir de 5 ans

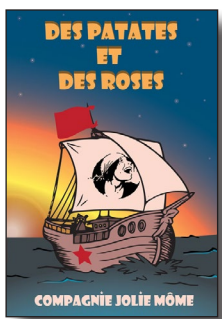
Un spectacle à voir en famille pendant ces vacances, avec pour les enfants et les grands, trois représentations exceptionnelles : lundi 19, mardi 20 et mercredi 21 décembre à 14 h 30. Réservations au 01 49 98 39 20. Tarifs : 10 et 6 euros La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis www.cie-joliemome.org



Buffalo Belle, Olivier Douzou

Éditions du Rouergue, 2016, 12 euros. Pour adolescentEs

Annabelle cherche qui elle/il est : Annabelle/Annabil? Olivier Douzou, auteur de nombreux ouvrages de jeunesse, nous offre à travers le texte et le graphisme de cet ouvrage pour les jeunes adolescentEs matière à réfléchir sur la recherche d'identité, et met l'accent sur le sexisme de la langue française, en poussant le jeu à son extrême par une substitution systématique des genres. **C.S.**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
la-breche.com
 27 rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com
 Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

Exposition

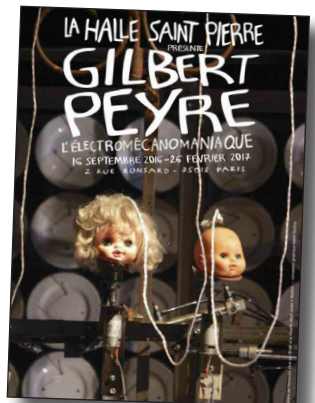
Gilbert Peyre l'électromécanomaniaque

À la Halle Saint-Pierre jusqu'au 26 février 2017

Des personnages et animaux déjantés, de la danseuse du ventre au chien chieur ; des machines extravagantes, toutes animées, la plupart musicales (plutôt façon musique concrète) : cela tient du théâtre, de l'opéra, du ballet, du cirque et de la fête foraine... Des sculptures, assemblages d'objets hétéroclites récupérés : bouts de ficelle, selle de cheval... mais pas que : ferrailles en tous genres, têtes de poupées, tissus, nounours, boîtes de sardines, etc. Gilbert Peyre l'autodidacte récupère, détourne, recycle,

réanime à l'aide de dispositifs électromécaniques, alliance géniale du bricolage et de la technologie, et redonne une vie poétique, parfois dramatique, souvent burlesque, aux objets obsolètes. Mon coup de cœur : l'infante, vieil abat-jour à glands d'où émerge une tête de poupée lunaire qui valse lentement au centre de la pièce. C'est à la Halle Saint-Pierre qui a montré le travail de Gilbert Peyre dès 2000. Désormais reconnu sur la scène artistique, ses machines-opéra ont fait le tour du monde. Récup à la Picasso, assemblages à la Tinguely, expressivité à la Condo :

un monde absurde de poésie et d'humour. Jouissif, et à voir à tout âge.
Ugo Clerico



LUXLEAKS « Des centaines de milliards d'impôts qui chaque année échappent aux caisses des États, au financement des services publics »

Entretien. Lundi 13 décembre avait lieu au Luxembourg le procès en appel d'Antoine Deltour et de Raphaël Halet, à l'origine des Luxembourg Leaks, c'est-à-dire la révélation de nombreux accords secrets passés entre le fisc luxembourgeois et des multinationales, qui payaient ainsi moins d'impôts... À cette occasion, nous avons interviewé **Romain Deltour**, frère d'Antoine et porte-parole de son comité de soutien.

Peux-tu revenir sur les enjeux autour de LuxLeaks ?

Les documents révélés par le LuxLeaks, sont des « tax rulings » (ou « rescrits fiscaux » en français) : ce sont des documents qui décrivent les montages fiscaux établis par les multinationales avec l'aide des grands cabinets d'audit, et validés par l'administration fiscale d'un pays (en l'occurrence le Luxembourg). Les centaines d'accords fiscaux des LuxLeaks documentent pour la première fois l'ampleur et le caractère systémique de l'optimisation fiscale agressive opérée par les multinationales avec la complicité de certains États, au sein même de l'Union européenne. Concrètement, cela représente des centaines de milliards d'impôts qui – chaque année ! – échappent aux caisses des États, au financement des services publics.

L'autre gros enjeu de l'affaire LuxLeaks est la protection des lanceurs d'alerte. Il est absolument inacceptable qu'un lanceur d'alerte comme Antoine Deltour, qui a accompli un devoir citoyen en informant sur des pratiques dommageables à l'intérêt collectif, soit aujourd'hui sur le banc des accusés et puisse être condamné. Ces citoyens exemplaires doivent être protégés, selon les principes mêmes de la Convention européenne des droits de l'homme !

Dans quelles conditions ces documents sont-ils sortis ?

C'est en recherchant des documents de formation, à la veille de son départ de chez son ancien employeur, qu'Antoine est tombé accidentellement sur un dossier contenant des centaines de « tax rulings ». Conscient du potentiel informatif de ces documents, et sensibilisé par le caractère abusif de certaines pratiques fiscales agressives, Antoine décide de les copier. Il cherche ensuite à faire expertiser ces documents auprès d'ONG expertes en évasion fiscale, mais sans grand succès. Quelques mois plus tard, c'est le journaliste Édouard Perrin qui prend contact avec Antoine, l'ayant repéré à travers un commentaire de blog qui lui semblait bien informé. Antoine prend alors la décision de lui parler des documents en sa possession, et de les lui remettre. Édouard Perrin utilisera ces documents pour réaliser un reportage pour le magazine Cash Investigation diffusé en 2012 sur France 2.

C'est d'ailleurs suite à cette diffusion que Raphaël Halet est interpellé par ces pratiques et contacte Édouard Perrin pour finalement lui transmettre 16 déclarations fiscales de grandes multinationales. Des nouveaux documents qui seront utilisés pour un nouvel épisode de Cash Investigation. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Tous ces documents en la possession d'Édouard Perrin tombent dans les mains de l'ICIJ, un consortium de journalistes



Les soutiens dans les rues du Luxembourg lundi 12 décembre. DR

d'investigation, qui les révèlent en novembre 2014 dans une quarantaine de médias internationaux sous le nom de « LuxLeaks ». Cela fait un grand bruit médiatique, et c'est à partir de ce moment que l'affaire devient véritablement connue du grand public.

Quelles étaient les motivations des deux lanceurs d'alerte, Antoine et Raphaël ?

Antoine a toujours été extrêmement clair : il n'avait d'autre motivation que celle de l'intérêt général. En tant qu'auditeur, il avait eu l'occasion d'analyser des cas d'optimisation fiscale agressive fondés sur des « tax rulings ». Avec une vision citoyenne très critique des ces pratiques qu'il jugeait néfastes, c'est clairement avec l'intention d'attirer l'attention sur le caractère systémique et abusif des « tax rulings » qu'il a décidé de copier les documents, et de les transmettre par la suite au journaliste Édouard Perrin. À la barre, Raphaël Halet évoque lui aussi cette motivation : c'est en visionnant l'enquête d'Édouard Perrin qu'il a pris conscience qu'il participait indirectement à cette évasion fiscale et qu'il a voulu agir.

En retour, la machine judiciaire luxembourgeoise s'est donc mise en marche...

C'est à la suite de la diffusion de l'épisode de Cash Investigation que PricewaterhouseCoopers (PwC), l'ancien employeur d'Antoine, porte plainte au Luxembourg. Ils identifient assez rapidement Antoine comme l'auteur des fuites, et il sera mis en garde à vue, perquisitionné, puis finalement inculpé en décembre 2014. Il risque jusqu'à 10 ans de prison et 1250000 euros d'amende ! Le procès en première instance s'est tenu en avril et mai 2016. À l'issue du procès, Antoine se voit condamné à une peine de 12 mois de prison avec sursis, et une amende de 1500 euros. Raphaël, lui, écope de 9 mois avec sursis et 1000 euros d'amende. Le journaliste Édouard Perrin est relaxé. Ces peines pourraient paraître relativement légères par rapport aux peines maximales encourues, mais 12 mois de prison, même associées de sursis, ça reste très significatif ! Et le jugement semble incohérent : d'un côté, la justice reconnaît le rôle de lanceur d'alerte des inculpés, d'un autre côté, le caractère d'intérêt général n'est pas reconnu

comme suffisamment fort pour justifier la violation du secret professionnel. Et surtout, Antoine n'aurait pas agi en lanceur d'alerte en copiant les documents, mais uniquement par opportunisme en les remettant au journaliste. On marche sur la tête ! Devient-on lanceur d'alerte du jour au lendemain, en se réveillant un beau matin ? Bien sûr que non, il s'agit d'un long processus, d'une prise de conscience critique, qu'Antoine avait bel et bien entamé avant sa démission de PwC et la copie des documents. Pour Antoine comme pour Raphaël, la décision de faire appel du jugement est donc évidente. Le parquet luxembourgeois fera lui aussi appel général, pour « ne pas saucissonner l'affaire », et Édouard Perrin se retrouve aujourd'hui à nouveau lui aussi sur le banc des accusés.

Ce procès en appel est donc l'opportunité de souligner les incohérences du jugement et de montrer clairement que le cas d'Antoine répond parfaitement aux différents critères établis par la Cour européenne des droits de l'homme pour être protégé par la liberté d'expression.

En réaction, peux-tu nous parler des soutiens reçus et de la mobilisation autour des procès ?

Depuis qu'Antoine a assumé publiquement son rôle et que nous avons constitué le comité de soutien¹, les soutiens ont été massifs. Nous avons récolté plus de 210000 signatures sur notre pétition de soutien, et obtenu le soutien de quelque 70 organisations et 470 personnalités à travers le monde ! À chaque audience du procès en première instance, des membres du comité de soutien étaient présents pour accueillir Antoine et le réconforter dans cette épreuve.

À la suite du premier procès, un groupe de soutien s'est également constitué autour de Raphaël Halet².

Et loin de faiblir, la mobilisation se renforce : à l'ouverture du procès en appel lundi, nous étions plus de 200 citoyens, représentant 20 pays différents, à se mobiliser en soutien aux lanceurs d'alerte ! Avec l'aide de plusieurs organisations (CCFD-Terre solidaire, ATTAC, ActionAid, Oxfam, le réseau Tax Justice Europe, la CGT, la LDH, et j'en oublie bien d'autres !) nous avons participé à l'organisation d'une belle mobilisation, dans un formidable élan de solidarité.

Pour les lanceurs d'alerte, cette mobilisation est importante. Ils se sentent entourés et soutenus. Cela montre également que les citoyens européens accordent une réelle importance aux questions de justice fiscale et au besoin de protection des lanceurs d'alerte.

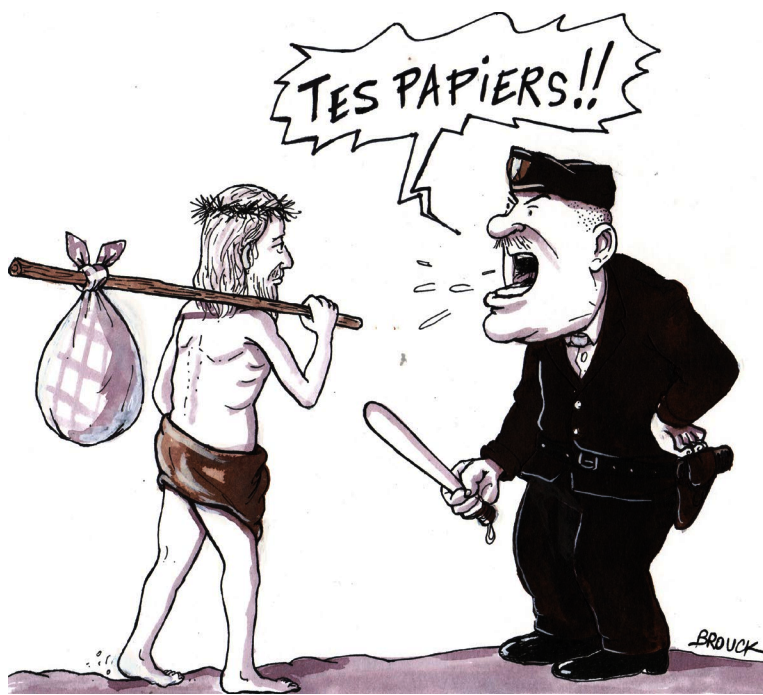
Quelles suites peut-on attendre ?

Sur le plan judiciaire, il est trop tôt pour se prononcer... mais une chose est sûre : quelle que soit la décision des lanceurs d'alerte, il y aura du monde pour les soutenir !

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

1 – <https://support-antoine.org>
2 – <http://helpgraph.com>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

30% DES ENTREPRISES DISCRIMINENT LES « MAGHRÉBINS ».

Dares Analyses risques discriminatoires liés à « l'origine », les recrutements d'une quarantaine de grandes entreprises ont été testés [par le ministère du Travail] entre avril et juillet 2016. Il s'agissait de répondre à des offres d'emploi, en proposant à chaque fois deux candidatures rigoureusement équivalentes au niveau de leurs compétences professionnelles et qui ne variaient qu'en raison de l'origine évoquée par la consonance de leurs noms et prénoms. Chaque entreprise a été testée entre 30 et 40 fois, de manière à disposer de résultats exploitables pour chacune d'elles. Au total, 1500 tests ont ainsi été réalisés, soit l'envoi de 3000 candidatures.

Les résultats globaux montrent que les recruteurs ont été plus souvent intéressés par les candidatures « hexagonales » que par les candidatures « maghrébines » : le taux de réponses positives est respectivement de 47% et 36% des candidatures envoyées, soit un écart moyen de 11 points.

Cet écart significatif de traitement selon « l'origine » du candidat se retrouve pour les hommes comme pour les femmes et pour les postes d'employés comme de managers. Les résultats varient d'une entreprise à l'autre, y compris au sein d'un même secteur. Si l'égalité de traitement a été le plus souvent appliquée par la majorité des 40 entreprises testées, les résultats de 12 d'entre elles présentent des écarts statistiquement significatifs en défaveur des candidatures « maghrébines », qui vont de 15 points (43% des recruteurs intéressés par la candidature « hexagonale » contre 28% pour la candidature « maghrébine ») à 35 points (75% contre 40%).

« Discrimination à l'embauche selon "l'origine" : que nous apprend le testing auprès de grandes entreprises ? » Fabrice Foroni, Marie Ruault, Emmanuel Valat, Dares Analyses 2016-076

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre
Hebdo	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org